

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/201470]

**10 JANUARI 2024. — Decreet tot interpretatie van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Enig artikel.** § 1. De artikelen 35, § 1, tweede lid, 40, § 7, derde lid, 93, § 1, tweede lid, en 95, § 7, derde lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen worden als volgt geïnterpreteerd:

Indien de termijnen bedoeld in de artikelen 32, § 1, tweede lid, 40, § 3, tweede lid, 92, § 3, eerste lid, en 95, § 3, tweede lid, worden verlengd krachtens de artikelen 32, § 2, 40, § 4, 92, § 5, of 95, § 4, is de termijn waarbinnen de bevoegde overheid of de Regering haar beslissing moet verzenden :

1° twintig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het syntheserapport, verstuurd vóór het verstrijken van de verlengde termijn, voor de inrichtingen van klasse 2;

2° dertig dagen, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het syntheserapport, verstuurd vóór het verstrijken van de verlengde termijn, voor de inrichtingen van klasse 1.

Indien het syntheserapport niet voor het verstrijken van de overeenkomstig artikel 32, § 2, artikel 40, § 4, artikel 92, § 5 of artikel 95, § 4 verlengde termijn aan de bevoegde overheid of aan de Regering is gezonden, zijn de in artikel 35, § 2, artikel 40, § 7, vierde lid, artikel 93, § 2 en artikel 95, § 7, vierde lid, bedoelde termijnen van toepassing.

§ 2. Artikel 176, lid 3, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt als volgt geïnterpreteerd:

"Als het syntheserapport binnen de gestelde termijn wordt verstuurd, moet dit uiterlijk om middernacht op de vervaldatum gebeuren."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 januari 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1509 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4

Volledig verslag, plenaire vergadering van 10 januari 2024.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/002439]

**14 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant les aides à l'internationalisation des entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 1er, 2°, alinéa 2, inséré par le décret du 17 décembre 2015 et alinéa 5, inséré par le décret du 28 avril 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, donné le 24 avril 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu le rapport du 9 juin 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis standard n° 65/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 24 mars 2023 ;

Vu l'avis 74.628/2 du Conseil d'État, donné le 21 novembre 2023, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis n°1548 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 4 septembre 2023 ;

Sur la proposition du Ministre du Commerce extérieur ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Les dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° l'entreprise : toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique, étant précisé que, pour l'application du Règlement n° 1407/2013 du 18 décembre 2013, toutes les entités contrôlées par la même entité sont considérées comme constituant une entreprise unique ;
- 2° la jeune entreprise : l'entreprise immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises depuis moins de cinq ans au moment de l'introduction de la demande de subvention fondée sur le présent arrêté ;
- 3° la P.M.E. : toute entreprise qui occupe moins de deux cent cinquante personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas cinquante millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas quarante-trois millions d'euros. Les calculs éventuels de ces données suivent les modalités prévues par l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- 4° le Ministre : le membre du Gouvernement wallon ayant le commerce extérieur dans ses attributions ;
- 5° l'Agence : l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers ;
- 6° le demandeur : l'entreprise ayant introduit une demande de subvention fondée sur le présent arrêté ;
- 7° le projet à l'international : la stratégie poursuivie par le demandeur pour son développement à l'international ;
- 8° l'initiative : l'action de mise en œuvre concrète du projet à l'international du demandeur ;
- 9° le coût admissible : le coût directement exposé par le demandeur pour réaliser son initiative et qui est susceptible d'être couvert, en tout ou en partie, par une subvention fondée sur le présent arrêté, ce coût est chaque fois pris en considération hors taxe sur la valeur ajoutée ou autres taxes ou remises éventuelles ;
- 10° le diagnostic de maturité à l'internationalisation : l'outil digitalisé de segmentation de la clientèle développé par l'Agence déterminant la maturité des entreprises wallonnes dans leur démarche d'internationalisation au regard des thématiques suivantes :
  - a) le positionnement du produit ou du service par rapport au marché domestique ;
  - b) le projet d'internationalisation ;
  - c) le développement commercial ;
  - d) la maturité digitale ;
  - e) les moyens de production ;
  - f) les capacités financières ;
  - g) les capacités en ressources humaines ;
  - h) les capacités logistiques ;
  - i) la prise en considération des aspects juridiques, légaux et réglementaires ;
  - j) l'innovation et la recherche et développement ;
  - k) la prise en considération des préoccupations de responsabilité sociétale des entreprises et de développement durable ;
- 11° l'entreprise à haut potentiel à l'internationalisation : l'entreprise qui, au jour de l'introduction de la demande de subvention :
  - a) est inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises depuis au moins trois ans ;
  - b) dispose d'un siège d'exploitation principal en Région wallonne ;
  - c) développe ou met en œuvre de méthodes de production, des produits ou des services innovants ;
  - d) dispose d'un effectif de minimum huit équivalent temps plein et en croissance sur les trois dernières années ;
  - e) a enregistré, durant les trois exercices comptables précédant l'année de l'introduction de la demande de subvention, une augmentation de son chiffre d'affaires d'au moins vingt pour cent ;
  - f) a enregistré, durant les trois exercices comptables précédant l'année de l'introduction de la demande de subvention, un chiffre d'affaires à l'international représentant au minimum dix pour cent de son chiffre d'affaires global ;
  - g) dispose d'un plan financier attestant d'une gestion des besoins et des risques financiers et allouant des ressources financières spécifiques pour la croissance internationale ;
  - h) développe des activités de prospection ou de commercialisation dans minimum un pays étranger depuis au moins deux ans ;
  - i) a validé la faisabilité d'un modèle commercial à l'export sur au moins un marché étranger et sa reproductibilité sur d'autres marchés étrangers ;

- j) dispose d'une stratégie à l'international couvrant au minimum trois années à dater de l'introduction de la demande de subvention ;
  - k) intègre des considérations de développement durable, relatifs à des aspects environnementaux et sociaux, dans le fonctionnement de l'entreprise ou dans ses produits et services ;
- 12° le nouveau marché : le marché étranger sur lequel le demandeur réalise moins de vingt pour cent de son chiffre d'affaires à l'exportation ou sur lequel il a enregistré une perte de chiffre d'affaires de vingt pour cent de son chiffre d'affaires à l'exportation durant l'année précédant l'année de l'introduction de sa demande de subvention ;
- 13° le nouveau produit ou service : le produit ou le service qui est destiné à de nouveaux segments de marché ou qui élargit la gamme proposée par l'entreprise au moyen d'une nouvelle technologie ou de nouveaux processus de production ou de commercialisation ;
- 14° la foire, le salon, la conférence ou le congrès physique : la foire, le salon, la conférence ou le congrès professionnel qui se déroule en un lieu physique déterminé et qui nécessite un déplacement physique des participants et des visiteurs ;
- 15° la foire, le salon, la conférence ou le congrès virtuel : la foire, le salon, la conférence ou le congrès professionnel qui se déroule sur internet et qui ne nécessite pas de déplacement physique des participants et des visiteurs ;
- 16° la foire, le salon, la conférence ou le congrès hybride : la foire, le salon, la conférence ou le congrès professionnel à la fois physique et virtuel ;
- 17° le Règlement n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ou la norme qui l'a remplacé ;
- 18° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2023.

**Art. 2.** Les subventions visées par le présent arrêté sont soumises au Règlement n° 1407/2013 du 18 décembre 2013.

Elles complètent les autres dispositifs d'aides prévus par l'Agence.

#### CHAPITRE 2. — *Les conditions communes aux subventions*

**Art. 3.** Les subventions visées par le présent arrêté sont réservées aux initiatives dont la finalité est le développement d'activités tournées vers l'international.

Elles sont accordées dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

**Art. 4.** Le demandeur décrit dans sa demande de subvention les initiatives qui s'inscrivent dans son projet à l'international.

Les initiatives et le projet à l'international sont conformes aux normes nationales et internationales applicables au secteur professionnel du demandeur, y compris les règles déontologiques.

**Art. 5.** Afin d'être éligible, l'initiative du demandeur n'est pas mise en œuvre avant l'introduction de la demande. Une fois cette introduction réalisée, si le demandeur met son initiative en œuvre sans attendre et si la subvention sollicitée lui est finalement refusée, le demandeur assume seul la prise en charge des coûts liés à cette mise en œuvre.

**Art. 6.** Les plafonds de subventions ainsi que les délais et périodes sont prévus par entreprise disposant d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sans préjudice du respect par le demandeur des plafonds de subventions et périodes prévus par entreprise unique par le Règlement n° 1407/2013 du 18 décembre 2013.

Par conséquent, le montant de la subvention sollicitée est réduit à raison du solde disponible du plafond autorisé ou lui est refusé lorsque son octroi conduit le demandeur, soit à dépasser les plafonds de subventions de l'Agence, soit à dépasser les plafonds de subventions prévus par les Règlement n° 1407/2013 du 18 décembre 2013.

**Art. 7.** Le droit de recevoir une subvention est octroyé au demandeur uniquement si les conditions suivantes sont remplies :

- 1° la demande de subvention est acceptée conformément au présent arrêté ;
- 2° l'Agence a adressé une notification de décompte au demandeur qui précise le montant définitif de la subvention sollicitée tenant compte du respect des conditions d'octroi, des plafonds applicables, de la déclaration de créance du demandeur ou des pièces justificatives.

**Art. 8.** Pour être éligible aux subventions, le demandeur :

- 1° est une entreprise immatriculée avec un statut actif à la Banque Carrefour des Entreprises ;
- 2° dispose d'un siège d'exploitation principal en Région wallonne ;
- 3° est enregistré avec un statut actif dans la banque de données des entreprises clientes de l'Agence ou y a introduit une demande d'enregistrement ;
- 4° dispose d'un projet à l'international, concret et structuré qui, s'il aboutit, génère une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en termes de développement de la production de bien ou de service localisé en Région wallonne ou en termes d'innovation ;
- 5° est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et respecte ses obligations fiscales, sociales et environnementales ainsi que le code de déontologie ou le règlement d'ordre intérieur qui régit sa profession ;
- 6° a réalisé son diagnostic de maturité à l'internationalisation et a obtenu un score minimum de :
  - a) trente pour cent pour la subvention visée au chapitre 3, section 1ère ;
  - b) cinquante pour cent pour les subventions visées aux chapitre 3, sections 2 à 4.

Le siège d'exploitation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est tout établissement ou centre d'activité revêtant un certain caractère de stabilité. Le siège d'exploitation principal est celui qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise du demandeur, emploie le plus de travailleurs.

L'Agence apprécie le caractère réaliste de la valeur ajoutée pour l'économie wallonne visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>. La recherche et le développement, la propriété intellectuelle, le chiffre d'affaires, les emplois et les investissements directs en Wallonie, ainsi que leur progression respective, sont portés en compte dans l'évaluation continue de la valeur ajoutée en Wallonie. La valeur ajoutée générée par le demandeur de l'aide est considérée en premier lieu et la valeur ajoutée chez les sous-contractants wallons entre en considération en deuxième lieu.

Le demandeur qui, au moment de l'enregistrement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, n'a pas réalisé son diagnostic de maturité à l'internationalisation conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, est invité, par l'Agence, à le réaliser au moment de l'introduction de sa demande de subvention. Le diagnostic de maturité s'effectue via un rendez-vous dans un centre régional de l'AWEX. Celui-ci permet, en plus de connaître le score de l'entreprise, d'enregistrer cette dernière dans le logiciel de gestion de la relation clients de l'Agence et de signer les conditions générales d'accès aux services de l'AWEX ce qui permettra l'introduction des demandes d'incitants via un portail entreprises digitalisé.

**Art. 9.** Ne sont pas éligibles aux subventions :

- 1<sup>o</sup> les entreprises débitrices de montants exigibles vis-vis de l'Agence ;
- 2<sup>o</sup> les commerces de proximité ;
- 3<sup>o</sup> les sociétés holding ;
- 4<sup>o</sup> les entités hébergées dans une structure de soutien au développement d'activités économiques en Région wallonne qui met son numéro d'entreprise à disposition de l'entité hébergée ;
- 5<sup>o</sup> les syndicats d'initiative, les maisons ou offices du tourisme ;
- 6<sup>o</sup> les entreprises en liquidation, en faillite, en cessation d'activités ou en procédure collective d'insolvabilité, y compris la procédure en réorganisation judiciaire, et ce, quelle que soit l'étape de la procédure d'octroi des subventions du présent arrêté ;
- 7<sup>o</sup> les groupements d'entreprises, les fédérations ou les chambres de commerce mixtes dont l'aide est régie par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres.

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, une compensation ne peut pas avoir lieu entre les dettes du demandeur envers l'Agence et la subvention visée par le présent arrêté.

**Art. 10.** Le demandeur ne peut pas obtenir de subventions visées par le présent arrêté, s'il ne respecte pas les conditions prévues par le Règlement n<sup>o</sup> 1407/2013 du 18 décembre 2013.

**Art. 11.** Aucune subvention n'est accordée si le demandeur procède à une délocalisation partielle ou totale de son activité vers l'étranger, devant entraîner une réduction ou une cessation d'activités en Région wallonne.

Le demandeur maintient ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter de l'octroi de la subvention.

**Art. 12.** Si le demandeur a plusieurs sièges d'exploitation, la subvention est réduite au prorata du chiffre d'affaires que génère le siège d'exploitation wallon par rapport à celui de l'ensemble des activités du demandeur.

**Art. 13.** Les subventions ne couvrent pas :

- 1<sup>o</sup> la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 2<sup>o</sup> la rémunération de prestations fournies par les salariés du demandeur ou par d'autres membres de son entreprise ;
- 3<sup>o</sup> la rémunération de produits ou de services que le demandeur vend à ses propres clients ;
- 4<sup>o</sup> des coûts facturés par des fournisseurs ou des prestataires ayant un lien de connexité juridique, financière, fonctionnelle ou structurelle avec le demandeur ;
- 5<sup>o</sup> des dépenses de fonctionnement normales et récurrentes du demandeur ;
- 6<sup>o</sup> des dépenses payées en espèces ou par la compensation résultant de la fourniture de biens ou des services ;
- 7<sup>o</sup> des dépenses refacturées par le demandeur à des tiers ;
- 8<sup>o</sup> des dépenses ayant un caractère somptuaire ;
- 9<sup>o</sup> les coûts directement liés aux quantités exportées ;
- 10<sup>o</sup> les coûts liés à la mise en place et au fonctionnement d'un réseau de distribution à l'étranger ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation ;
- 11<sup>o</sup> les coûts pour lesquels le demandeur envisage de solliciter, sollicite, ou a obtenu des subventions ou des financements auprès de l'Agence ou de tout autre organisme, institution ou pouvoir publics ;
- 12<sup>o</sup> les coûts exposés avant la date d'introduction de la demande de subvention visée par le présent arrêté.

Le lien de connexité visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, est le lien qui permet au demandeur de compenser ou de récupérer, par quelque moyen que ce soit, tout ou partie des coûts facturés par le fournisseur ou le prestataire.

La dépense ayant un caractère somptuaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, est la dépense faite pour le superflu ou le luxe.

**Art. 14.** Lorsque les coûts admissibles de la subvention portent sur des frais de déplacement et de séjour à l'étranger, ces coûts admissibles sont forfaitarisés. Le Ministre fixe un forfait pour les frais de déplacement et de séjour dans chacune des zones géographiques qu'il détermine. Ces forfaits sont publiés sur le site internet de l'Agence.

Lorsque les coûts admissibles de la subvention portent sur des frais de déplacement et de séjour en Belgique, ces coûts admissibles sont forfaitarisés. Le Ministre fixe un forfait pour les frais de déplacement et de séjour en Belgique en fonction des zones géographiques de départ qu'il détermine. Ces forfaits sont publiés sur le site internet de l'Agence.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le déplacement et le séjour à l'étranger n'a pas lieu au départ de la Belgique ou d'un pays limitrophe à la Belgique, les coûts admissibles de la subvention qui portent sur des frais de déplacement et de séjour sont les frais de déplacement et de séjour réellement exposés par le demandeur et limités aux éléments suivants :

- 1° les frais de voyage en classe économique ;
- 2° les frais de logement ;
- 3° les frais de repas ;
- 4° les frais de déplacement interne nécessaire à la réalisation de l'initiative subventionnée.

Le Ministre peut toutefois plafonner le montant des coûts admissibles relatifs aux frais visés à l'alinéa 3, 1° à 4°.

**Art. 15.** Toute subvention octroyée en vertu du présent arrêté figure dans les comptes annuels du demandeur.

### CHAPITRE 3. — *Les conditions spécifiques aux subventions*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Les conditions spécifiques au support à la communication*

**Art. 16.** Une subvention de maximum 5.000 euros peut être accordée au demandeur pour couvrir une partie des coûts admissibles visés dans la présente section et exposés durant une période de maximum douze mois à dater de la notification visée à l'article 50.

**Art. 17.** La subvention visée par la présente section couvre cinquante pour cent des coûts admissibles.

Lorsque le demandeur est une jeune entreprise, le taux visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est porté à soixante pour cent.

**Art. 18.** Les coûts admissibles sont les coûts de communication et de promotion liés au lancement d'un nouveau produit ou service du demandeur sur un marché étranger ou liés au lancement d'un produit ou d'un service existant du demandeur sur un nouveau marché étranger, et qui portent sur les initiatives suivantes :

- 1° la conception, la réalisation et la traduction de brochures papier ou digitale et de vidéos ;
- 2° l'insertion publicitaire dans des revues professionnelles périodiques papier ou digitale éditées et publiées à l'étranger ou sur des portails étrangers professionnels ;
- 3° l'achat de listes d'adresses électroniques étrangères ;
- 4° la réalisation et l'envoi de courriels par un spécialiste du marketing sur internet ;
- 5° l'achat de crédits d'envoi de courriels ;
- 6° les prestations de centres d'appels pour des appels à l'étranger ;
- 7° la réalisation de webinaires destinés à un public étranger par un spécialiste du marketing sur internet ;
- 8° le référencement international sur les moteurs de recherche par un spécialiste du marketing sur internet ;
- 9° l'achat de publicités et de référencement internationaux sur des moteurs de recherche, des réseaux sociaux et des plateformes internationales de commerce en ligne ;
- 10° les prestations d'influenceurs en ligne et de leaders d'opinion pour la promotion des produits ou des services du demandeur ;
- 11° les prestations de spécialistes du marketing digital externes pour la gestion de profil d'entreprise à l'international sur les réseaux sociaux ;
- 12° la gestion, par un prestataire externe, des opérations de marketing de l'entreprise pendant une période donnée pour le compte du demandeur ;
- 13° la réalisation, par un spécialiste du marketing digital externe, d'un rapport de gestion des opérations et la formation de l'entreprise du demandeur pour une gestion propre ;
- 14° la conception et la mise en forme de la page de l'entreprise du demandeur sur une plateforme internationale de commerce en ligne et des produits à y exposer ;
- 15° la mise en avant de certains produits du demandeur en exposition en vitrine virtuelle sur la page d'accueil d'une plateforme internationale de commerce en ligne ;
- 16° la création de contenu, de visuels, de capsules vidéo et d'audio pour la promotion des produits ou des services du demandeur sur une plateforme internationale de commerce en ligne ;
- 17° la gestion, par un prestataire externe, du compte et de la page de l'entreprise du demandeur sur une plateforme internationale de commerce en ligne ;
- 18° l'abonnement à un bureau de presse étranger ;
- 19° l'inscription à des plateformes internationales en ligne liées à des foires ou à des salons professionnels organisés à l'étranger.

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, l'on entend par :

- 1° l'influenceur en ligne : la personne physique ou morale capable d'influencer le comportement des consommateurs grâce à sa position, son statut ou sa notoriété sur internet ;
- 2° le leader d'opinion : la personne physique ou morale qui, par sa notoriété, son activité sociale ou professionnelle, est susceptible d'influencer les opinions ou les actions d'un grand nombre d'individus.

A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, 14°, 15°, 16°, 17° et 19°, la plateforme en ligne visant spécifiquement un pays étranger n'est pas une plateforme internationale en ligne.

**Art. 19.** Le demandeur choisit librement les prestataires qui fournissent les services visés à l'article 18. Ces prestataires sont des professionnels externes à l'entreprise du demandeur.



**Art. 20.** Les produits ou les services présentés sur les supports de communication et de promotion sont fabriqués ou développés en Région wallonne.

*Section 2. — Les conditions spécifiques au support à la prospection*

**Art. 21.** Une subvention peut être accordée au demandeur pour couvrir une partie des coûts admissibles visés dans la présente section et exposés durant une période de douze mois à dater de la notification visée à l'article 50.

Le montant maximum de la subvention visée par la présente section est déterminé en fonction du nombre de participations du demandeur, durant la période de douze mois visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à des salons ou à des foires, physiques ou hybrides, à caractère professionnel et international organisés à l'étranger. Ce montant s'élève à :

- 1° 15.000 euros lorsque le demandeur participe à minimum trois salons ou foires ;
- 2° 10.000 euros lorsque le demandeur participe à deux salons ou foires ;
- 3° 8.000 euros lorsque le demandeur participe à un salon ou à une foire ;
- 4° 6.000 euros lorsque le demandeur ne participe à aucun salon ou foire.

La participation à des événements ou à des stands collectifs organisés par l'Agence ou par un opérateur bénéficiant d'une intervention publique pour la même manifestation ne sont pas prises en considération.

**Art. 22.** La subvention visée par la présente section couvre cinquante pour cent des coûts admissibles.

Lorsque le demandeur est une jeune entreprise, le taux visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est porté à soixante pour cent.

**Art. 23.** Sans préjudice des limitations prévues à la présente section, les coûts admissibles sont les coûts de prospection liés au lancement d'un nouveau produit ou service du demandeur sur un marché étranger ou liés au lancement d'un produit ou d'un service existant du demandeur sur un nouveau marché étranger, et qui portent sur les initiatives suivantes :

- 1° l'achat d'études de marchés étrangers ;
- 2° la visite et la participation à des salons ou à des foires physiques, virtuels et hybrides, à caractère professionnel et international, organisés à l'étranger ;
- 3° la participation à des séminaires, à des conférences et autres événements physiques, virtuels et hybrides, à caractère professionnel et international, organisés à l'étranger et impliquant une inscription payante ainsi qu'une prise de parole permettant la promotion active des produits ou services du demandeur ;
- 4° les voyages de prospection portant sur des nouveaux marchés situés hors de l'Union européenne ou, lorsque le demandeur est une jeune entreprise uniquement, sur des nouveaux marchés situés dans l'Union européenne et hors de l'Union européenne ;
- 5° l'invitation de prospects en Belgique ou à l'étranger, établis hors de l'Union européenne ou, lorsque le demandeur est une jeune entreprise uniquement, établis dans l'Union européenne ou hors de l'Union européenne, afin de présenter le siège de l'entreprise du demandeur ou les projets qu'elle a réalisés, à l'exclusion de l'invitation de partenaires dans lesquels le demandeur est impliqué de quelque manière que ce soit dans la gestion ou le contrôle ;
- 6° la conception de l'étiquetage et du marquage, la mise aux normes et le dépôt de marque relatifs à des produits du demandeur.

**Art. 24.** Les coûts admissibles relatifs aux initiatives visées à l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sont limités aux coûts suivants :

- 1° le droit d'inscription du demandeur au salon ou à la foire ;
- 2° les frais de déplacement et les frais de séjour de maximum deux délégués du demandeur, exposés durant toute la durée du salon ou de la foire ;
- 3° les coûts de location de la surface du stand facturés par l'organisateur du salon ou de la foire ;
- 4° les frais de montage et de démontage du stand facturés par des entreprises spécialisées professionnelles ;
- 5° les coûts d'aménagement du stand facturés par l'organisateur du salon ou de la foire, ou par des entreprises spécialisées professionnelles, relatifs à la location de mobilier, à l'installation électrique, à l'éclairage et au revêtement de sol, à l'exclusion de tous les coûts liés à l'acquisition de biens mobiliers ou immobiliers ;
- 6° le coût d'envoi de matériel d'exposition du demandeur, non-susceptibles de transactions commerciales et rapatriés en Région wallonne, pour autant que le transport soit effectué par un tiers professionnel du transport ;
- 7° les coûts liés à la démonstration ou à la mise à l'essai d'appareils et de machines du demandeur auprès de prospects dans le cadre de l'évènement.

**Art. 25.** Les coûts admissibles relatifs aux initiatives visées à l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, sont limités aux coûts suivants :

- 1° le droit d'inscription du demandeur au séminaire, à la conférence ou à l'évènement ;
- 2° les frais de déplacement et de séjour de maximum deux délégués du demandeur, exposés durant toute la durée du séminaire, de la conférence ou de l'évènement ;
- 3° le coût d'envoi de matériel d'exposition du demandeur, non-susceptibles de transactions commerciales et rapatriés en Région wallonne, pour autant que le transport soit effectué par un tiers professionnel du transport ;
- 4° les coûts liés à la démonstration ou à la mise à l'essai d'appareils et de machines du demandeur auprès de prospects dans le cadre du séminaire, de la conférence ou de l'évènement.

**Art. 26.** Les salons, foires, séminaires, conférences et autres évènements à caractère professionnel et international organisés à l'étranger visés par la présente section sont choisis par le demandeur.

La participation aux évènements visés par la présente section est réalisée à titre individuel :

- 1° sous le nom propre du demandeur ;
- 2° sous la dénomination commerciale du demandeur ou de ses produits et services ;

3° sous la marque légalement enregistrée au nom du demandeur.

Si le demandeur ne parvient pas à obtenir un stand individuel ou désire partager un stand avec d'autres participants, il peut introduire une demande de subvention, à condition de fournir avec celle-ci toutes les informations sur la location du stand auprès de l'organisateur ainsi que sur la refacturation et sa prise en charge de la quote-part des frais lui incombant, seule cette quote-part pouvant constituer des coûts admissibles.

La participation du demandeur réalisée sous le nom de son agent, de son importateur ou sous le nom de sa maison mère ou d'une filiale étrangère, n'est pas éligible à la subvention visée par la présente section.

En cas de désistement ou d'annulation de la participation du demandeur à l'événement, les coûts éventuellement exposés par le demandeur ne sont pas couverts par la subvention visée par la présente section.

**Art. 27.** Les coûts admissibles relatifs aux initiatives visées à l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, sont limités aux frais de déplacement et de séjour, exposés dans le cadre de maximum quatre voyages de prospection par pays.

**Art. 28.** Les coûts admissibles relatifs aux initiatives visées à l'article 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, sont limités aux frais de déplacement et de séjour exposés dans le cadre de maximum trois invitations de prospects en Belgique ou à l'étranger.

### Section 3. — Les conditions spécifiques au support à l'implantation hors Union européenne

**Art. 29.** Une subvention peut être accordée au demandeur pour couvrir une partie des coûts admissibles visés dans la présente section et exposés durant une période de maximum douze mois à dater de la notification visée à l'article 50.

**Art. 30.** Le montant maximum de la subvention visée par la présente section est fixé en fonction de la zone géographique sur laquelle porte l'initiative d'implantation du demandeur ainsi qu'en fonction de la durée d'occupation de l'implantation par le demandeur. Ce montant est déterminé conformément aux tableaux figurant en annexe.

**Art. 31.** La subvention visée par la présente section couvre cinquante pour cent des coûts admissibles.

Lorsque le demandeur est une jeune entreprise, le taux visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est porté à soixante pour cent.

**Art. 32.** Sans préjudice des limitations prévues à la présente section, les coûts admissibles sont les coûts de prospection liés au lancement d'un produit ou d'un service du demandeur sur un nouveau marché étranger, et qui portent sur les initiatives d'implantation suivantes :

1° l'occupation, à l'étranger, d'un incubateur, d'un centre d'affaires, d'une pépinière d'entreprises ou d'un espace de travail partagé offrant une structure d'accueil et d'accompagnement ;

2° l'ouverture et l'exploitation, à l'étranger, d'un bureau de représentation individuel ou collectif.

**Art. 33.** Afin d'être éligible à la subvention visée par la présente section, le demandeur remplit les conditions spécifiques suivantes :

1° il ne dispose pas ou n'a pas disposé durant les trois années précédant l'introduction de sa demande de subvention, de structure permanente dans le ou les pays couverts par l'implantation ;

2° la somme de ses fonds propres et de ses dettes de plus d'un an est supérieure au budget prévisionnel visé à l'article 45, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, a).

**Art. 34.** Le demandeur choisit le pays, hors Union européenne, où il souhaite établir un bureau de représentation commerciale.

La zone géographique couverte par l'implantation peut couvrir un ou plusieurs pays.

**Art. 35.** L'implantation fait l'objet d'une occupation et d'une exploitation par le demandeur pendant minimum trois mois. Si l'implantation n'est pas occupée et exploitée durant la période prévue, pour une raison autre qu'une raison de force majeure, la subvention visée par la présente section n'est pas accordée.

**Art. 36.** Lorsque l'implantation est un bureau de représentation, celui-ci est exploité par le demandeur à ses frais exclusivement, à titre individuel et sous son propre nom. Ce bureau demeure sous son contrôle direct et emploie au moins une personne à temps plein chargée de la prospection commerciale et de la recherche de contacts commerciaux au nom du demandeur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'exploitation collective d'un bureau de représentation est également éligible à la subvention visée à la présente section, si elle réunit au moins deux P.M.E. ayant chacune leur siège d'exploitation principal en Région wallonne et proposant des produits ou des services distincts. Les sièges d'exploitation précités sont établis en des lieux distincts. En outre, les P.M.E. concernées sont totalement indépendantes les unes des autres.

Lorsque le demandeur exploite le bureau de représentation avec d'autres entités, seule la quote-part des coûts exposés par le demandeur peut constituer des coûts admissibles.

**Art. 37.** Quelle que soit la formule d'implantation choisie par le demandeur, aucune activité de commercialisation directe ne peut être exercée par le demandeur depuis le bureau de représentation commerciale.

Par conséquent, le bureau de représentation commerciale ne peut pas être un point de vente, une unité de stockage, de production de biens ou de services, hormis la représentation commerciale.

**Art. 38.** Le demandeur est en règle avec les dispositions légales locales qui régissent l'ouverture et le fonctionnement d'un bureau de représentation commerciale.

**Art. 39.** Les coûts admissibles relatifs aux initiatives visées à l'article 32, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, sont limités aux coûts suivants :

1° les frais de déplacement et de séjour préalables à l'occupation de la structure d'implantation dans le pays ciblé ;

2° le traitement du délégué du demandeur et du personnel engagé localement ;

3° les frais de mission à l'intérieur de la zone couverte par l'implantation, incluant les participations éventuelles à des manifestations professionnelles ;

4° les frais de déplacement et de séjour liés à la concertation entre l'entreprise du demandeur située en Belgique et son implantation dans le pays ciblé, limités à maximum deux voyages aller-retour par an ;

- 5° le loyer de l'espace de travail occupé et les frais connexes d'assurances et de location d'équipement technique mis à disposition ;
- 6° les coûts des prestations complémentaires proposées par la structure d'hébergement.

**Art. 40.** Les coûts admissibles relatifs aux initiatives visées à l'article 32, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sont limités aux coûts suivants :

- 1° les frais de déplacement et de séjour préalables à l'ouverture et à l'exploitation du bureau de représentation dans le pays ciblé ;
- 2° les frais de conseils, d'assistance ou de formations portant sur des matières juridiques, comptables ou fiscales en vigueur dans le pays ciblé exposés préalablement à l'ouverture du bureau de représentation ;
- 3° le traitement du délégué du demandeur et du personnel engagé localement ;
- 4° les frais de mission à l'intérieur de la zone couverte par l'implantation, incluant les participations éventuelles à des manifestations professionnelles ;
- 5° le loyer du bureau de représentation, à l'exclusion des cautions, garanties et pas-de-porte ;
- 6° les charges locatives, incluant notamment les frais d'éclairage, de chauffage, de climatisation et d'entretien ;
- 7° les frais de location et d'achat de mobilier, d'équipements et de petites fournitures de bureau ;
- 8° les frais de déplacement et de séjour liés à la concertation entre l'entreprise du demandeur située en Belgique et son implantation dans le pays ciblé, limités à maximum deux voyages aller-retour par an ;
- 9° les frais liés à l'obtention de permis de séjour ou de travail dans le pays ciblé.

#### *Section 4. — Les conditions spécifiques au support à la certification*

**Art. 41.** Une subvention de maximum 15.000 euros peut être accordée au demandeur pour couvrir une partie des coûts admissibles visés dans la présente section et exposés durant une période de douze mois à dater de la notification visée à l'article 50.

Le demandeur qui sollicite la subvention visée par la présente section est une entreprise à haut potentiel à l'internationalisation.

**Art. 42.** La subvention visée par la présente section couvre cinquante pour cent des coûts admissibles.

**Art. 43.** Les coûts admissibles sont tous les coûts liés à la certification d'un produit du demandeur en vue de son lancement sur un nouveau marché étranger.

### *CHAPITRE 4. — La procédure d'octroi*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — L'introduction des demandes*

**Art. 44.** Le demandeur introduit sa demande de subvention en remplissant le formulaire électronique mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

Le demandeur confirme qu'il respecte le Règlement n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 ainsi que le présent arrêté. Cette confirmation ne fait pas obstacle à une vérification de ce respect par l'Agence.

En outre, le demandeur s'engage dans ce formulaire à conserver durant une période de dix ans à partir de la date du versement de la subvention par l'Agence, sauf prolongation du délai conformément aux dispositions légales en matière de prescription, les documents visés à l'article 55.

**Art. 45.** Le demandeur joint à sa demande de subvention :

- 1° une description de son projet à l'international et son plan de mise en œuvre ;
- 2° la déclaration de créance pour le paiement de l'avance visée à l'article 52, sous condition suspensive de la décision d'acceptation de la subvention ;
- 3° pour la demande qui porte sur la subvention visée au chapitre 3, section 1<sup>ère</sup> :
  - a) une description de l'initiative de communication comprenant au minimum une présentation de la campagne de communication de l'entreprise, la liste des pays ciblés par cette campagne et les supports de communication qui seront utilisés ;
  - b) et, lorsque le demandeur est une entreprise active dans le secteur touristique privé, le ou les avis favorables, selon le cas, de Wallonie-Belgique Tourisme, du Commissariat général au Tourisme de la Région wallonne ou du Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft ;
- 4° pour la demande qui porte sur la subvention visée au chapitre 4, section 2, une description de l'initiative de prospection comprenant au minimum la liste des salons, foires, séminaires, conférences et autres événements auxquels l'entreprise participera dans les douze mois à dater de l'introduction de la demande de subvention, précisant le caractère physique, virtuel ou hybride de l'évènement ainsi que la liste des pays prospectés ;
- 5° pour la demande qui porte sur la subvention visée au chapitre 4, section 3, une description de l'initiative d'implantation comprenant au minimum :
  - a) un budget prévisionnel de l'initiative d'implantation mentionnant, pour chaque catégorie de coûts admissibles, un montant estimatif ;
  - b) une copie du contrat de location de l'espace occupé ;
  - c) une copie du contrat d'emploi du titulaire du bureau ou du délégué de l'entreprise envoyé sur place ;
- 6° pour la demande qui porte sur la subvention visée au chapitre 4, section 4, une description de l'initiative de certification comprenant au minimum :
  - a) une description des produits ou des services faisant l'objet de la certification ;
  - b) la liste des pays ciblés par la certification ;
  - c) un budget prévisionnel de l'initiative de certification mentionnant, pour chaque catégorie de coûts admissibles, un montant estimatif ;
- 7° les derniers bilans et comptes de résultats si ceux-ci ne sont pas publiés officiellement ;



8° tout autre document qu'il juge utile pour étayer sa demande.

**Art. 46.** La demande est considérée comme valablement introduite lorsque le demandeur reçoit un accusé de réception de son formulaire électronique de demande mentionnant un numéro de dossier.

*Section 2. — L'examen des demandes et la décision d'octroi*

**Art. 47.** L'Agence examine chaque demande valablement introduite et peut inviter le demandeur à lui fournir tout complément d'information qu'elle juge utile.

L'Agence refuse toute demande qui ne respecte pas les conditions d'éligibilité. Dans les autres cas, l'Agence instruit la demande.

**Art. 48.** Au terme de l'instruction, l'Agence soumet une proposition de décision au Ministre par voie électronique. Le Ministre accepte la demande ou la rejette.

Le Ministre peut déléguer la compétence visée à l'alinéa 2 à l'Administrateur général de l'Agence.

**Art. 49.** Dans le respect des limites des crédits engagés à cet effet au budget de l'Agence, le Ministre adopte la décision d'octroi de subvention qui fixe le montant maximum accordé au demandeur ainsi que les conditions d'octroi de la subvention.

Le Ministre peut déléguer la compétence visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> à l'Administrateur général de l'Agence.

**Art. 50.** L'Agence assure le suivi de la décision visée à l'article 49, et la notifie au demandeur par voie électronique.

**Art. 51.** Dès notification par l'Agence de la décision visée à l'article 49, le demandeur soumet à l'Agence, sans délai et pour approbation, toute demande de modification de l'initiative subventionnée, de son budget ou des prestataires et des fournisseurs choisis pour la réaliser. L'introduction de la demande est réalisée par voie électronique, selon les modalités définies par l'Agence et publiées sur son site internet.

La demande de modification est motivée par des éléments de fait ou de droit qui rendent l'adaptation de l'initiative subventionnée nécessaire.

La modification n'entraîne pas un dépassement du montant maximum octroyé en application de l'article 49.

*Section 3. — Le versement de la subvention et les délais de forclusion*

**Art. 52.** Après notification de la décision d'octroi, l'Agence verse une avance d'un montant équivalent à cinquante pour cent du montant maximum de la subvention octroyée au demandeur sur base de sa déclaration de créance.

**Art. 53.** Les initiatives subventionnées sont totalement achevées au plus tard un an à dater de la notification visée à l'article 50.

**Art. 54.** Dès la réalisation complète des initiatives subventionnées et au plus tard trois mois à dater de l'échéance du délai d'un an visé à l'article 53, le demandeur transmet à l'Agence par voie électronique, selon les modalités définies par elle et publiées sur son site internet :

- 1° le décompte des coûts admissibles engagés ;
- 2° une déclaration de créance pour le paiement du solde de la subvention, établie sur la base du modèle disponible sur le site internet de l'Agence ;

En outre, le demandeur transmet à l'Agence, dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- 1° lorsque les initiatives subventionnées portent sur la subvention visée au chapitre 3, section 1re :
  - a) un rapport sur les résultats de la campagne de communication subventionnée ;
  - b) une copie digitalisée des supports de communication utilisés ;
- 2° lorsque les initiatives subventionnées portent sur la subvention visée au chapitre 3, section 2 :
  - a) un rapport commercial sur les résultats des initiatives de prospection réalisées et chiffrant l'impact attendu de la subvention sur l'évolution du chiffre d'affaires à l'export et du nombre d'ETP du demandeur ;
  - b) la liste des salons, foires, séminaires, conférences et autres événements auxquels il a participé mentionnant le nom et la date de l'évènement ;
  - c) la preuve que sa participation aux salons, foires, séminaires, conférences et autres événements répond aux conditions de l'article 26 ;
- 3° lorsque les initiatives subventionnées portent sur la subvention visée au chapitre 3, section 3 :
  - a) un rapport commercial sur les résultats de l'initiative d'implantation réalisée et chiffrant l'impact attendu de la subvention sur l'évolution du chiffre d'affaires à l'export et du nombre d'ETP du demandeur ;
  - b) les factures détaillées relatives à l'initiative subventionnée établies au nom du demandeur et enregistrées dans sa comptabilité, ainsi que les extraits de comptes ou décomptes de carte de crédit attestant du paiement de ces factures par le demandeur ;
- 4° lorsque les initiatives subventionnées portent sur la subvention visée au chapitre 3, section 4 :
  - a) une copie du certificat de conformité du produit ou du service concerné par l'initiative de certification subventionnée ;
  - b) les factures détaillées relatives à l'initiative subventionnée établies au nom du demandeur et enregistrées dans sa comptabilité, ainsi que les extraits de comptes ou décomptes de carte de crédit attestant du paiement de ces factures par le demandeur.

L'Agence verse au demandeur le solde de la subvention après réception des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 2°, et, en fonction des initiatives sur lesquelles porte la subvention, à l'alinéa 2, 1° à 4°, sur la base de sa déclaration de créance visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°. Le montant du solde de la subvention est calculé sur base du décompte des coûts admissibles engagés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, après déduction de l'avance déjà versée au demandeur en application de l'article 52.

CHAPITRE 5. — *Le contrôle et le remboursement de la subvention*

**Art. 55.** L'Agence peut procéder, à tout moment et dans un délai de maximum dix ans à partir de la date du versement de la subvention par l'Agence, à un contrôle des conditions d'octroi de la subvention ou des documents visés à l'article 54, et inviter le demandeur à lui transmettre dans un délai d'un mois, par voie électronique selon les modalités définies par elle et publiées sur son site internet :

- 1° les factures détaillées relatives aux initiatives subventionnées établies au nom du demandeur et enregistrées dans sa comptabilité ;
- 2° les extraits du compte bancaire ou des décomptes de carte de crédit du demandeur identifiant clairement l'identité du demandeur comme donneur d'ordre ;
- 3° tout autre document demandé par l'Agence.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les paiements en espèce ou par compensation de biens ou de services ne sont pas autorisés. Les extraits de compte ou décomptes de carte de crédit visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, constituent les seules preuves de paiement acceptées par l'Agence.

Après examen des pièces justificatives complètes, l'Agence adresse une notification par envoi électronique au demandeur pour lui indiquer s'il a produit des documents probants ou non et si toutes les conditions d'octroi de la subvention prévues par le présent arrêté ont été respectées.

Si le demandeur n'a pas répondu à l'invitation de l'Agence, un rappel lui est adressé par envoi électronique. Si le demandeur ne donne pas suite à ce rappel, un second rappel lui est adressé par envoi électronique un mois à dater de l'envoi du premier rappel.

**Art. 56.** Le demandeur rembourse à l'Agence la partie de la subvention reçue qui dépasse le montant justifié par les pièces justificatives admises.

En outre, le demandeur rembourse à l'Agence la totalité de la subvention reçue lorsqu'il :

- 1° se trouve dans une des situations visées à l'article 61, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, a) à c), du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publiques wallonnes ;
- 2° n'a donné aucune suite aux deux rappels visés à l'article 55, alinéa 4 ;
- 3° n'a pas transmis dans le délai les documents visés à l'article 54 ;
- 4° ne maintient pas ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter de la date de l'octroi de la subvention ;
- 5° a obtenu ou a conservé la subvention en communiquant sciemment des renseignements inexacts ou incomplets, sans préjudice d'une éventuelle poursuite pénale.

L'Agence adresse au demandeur un envoi recommandé précisant les modalités de remboursement. À défaut de remboursement, l'Agence introduit une action en justice.

**Art. 57.** Le demandeur se trouvant dans au moins une des situations visées à l'article 56 est privé de toute nouvelle subvention de l'Agence et est exclu de tout service de l'Agence, tant qu'il ne rembourse pas la subvention concernée.

En outre, l'Agence peut décider que le demandeur ne peut pas solliciter de subventions auprès de l'Agence pendant une période de trois ans prenant cours à la date du remboursement de la subvention ou de l'avance concernée lorsque :

- 1° le remboursement de la subvention est fondé sur l'article 56, alinéa 2, 5°, ou
- 2° le demandeur a déjà fait l'objet antérieurement, au sujet d'une autre demande de subvention, d'au moins une procédure de remboursement fondée sur une des hypothèses visées à l'article 56, alinéa 2, 1° à 4°.

CHAPITRE 6. — *Dispositions abrogatoire, transitoire et finale*

**Art. 58.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 est abrogé.

**Art. 59.** Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 continuent à s'appliquer aux demandes introduites et aux décisions prises en application de celui-ci.

**Art. 60.** Le Ministre qui a le commerce extérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## Annexe

## Liste des plafonds de subvention applicables au support à l'implantation hors Union européenne

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Plafonds pour les bureaux individuels et collectifs de représentation commerciale

Zone géographique	Plafond de subvention pour une période d'occupation de 12 mois (le plafond est réduit au prorata de la durée effective de la période d'occupation si celle-ci est inférieure à 12 mois)
EUROPE HORS UE (1)	50.000 €
PAYS NORDIQUES HORS UE ET SUISSE	60.000 €
PAYS D'EUROPE CENTRALE HORS UE	55.000 €
PAYS D'EUROPE ORIENTALE HORS UE	65.000 €
AFRIQUE DU NORD	30.000 €
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	40.000 €
AMERIQUE DU NORD (excepté Mexique)	60.000 €
AMERIQUE CENTRALE ET DU SUD (Mexique inclus)	45.000 €
PROCHE-ORIENT	50.000 €
MOYEN-ORIENT (GOLFE ARABO-PERSIQUE)	65.000 €
ASEAN	60.000 €
ASIE (2)	65.000 €
CHINE	80.000 €
OCEANIE	70.000 €

(1) à l'exception des Pays nordiques hors UE, des Pays d'Europe Centrale hors UE, des pays d'Europe Orientale hors UE et de la Suisse

(2) hors ASEAN et Chine

## CHAPITRE 2. — Plafonds pour les incubateurs, centres d'affaires, pépinières d'entreprises et espace de travail partagé offrant une structure d'accueil et d'accompagnement

Zone géographique	Plafond de subvention trimestriel (3 premiers mois consécutifs)	Plafond de subvention mensuel après les 3 premiers mois
EUROPE HORS UE (1)	10.000 €	3.350 €
PAYS NORDIQUES HORS UE ET SUISSE	12.000 €	4.000 €
PAYS D'EUROPE CENTRALE HORS UE	11.000 €	3.725 €
PAYS D'EUROPE ORIENTALE HORS UE	13.000 €	4.350 €
AFRIQUE DU NORD	6.000 €	2.000 €
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	8.000 €	2.275 €
AMERIQUE DU NORD (excepté Mexique)	12.000 €	4.000 €
AMERIQUE CENTRALE ET DU SUD (Mexique inclus)	9.000 €	3.000 €
PROCHE-ORIENT	10.000 €	3.350 €
MOYEN-ORIENT (GOLFE ARABO-PERSIQUE)	13.000 €	4.350 €
ASEAN	12.000 €	4.000 €
ASIE (2)	13.000 €	4.350 €
CHINE	16.000 €	5.350 €
OCEANIE	14.000 €	4.725 €

(1) à l'exception des Pays nordiques hors UE, des Pays d'Europe Centrale hors UE, des pays d'Europe Orientale hors UE et de la Suisse

(2) hors ASEAN et Chine

CHAPITRE 3. — Répartition des pays par zone géographique pour l'application des plafonds pour les bureaux de représentation commerciale hors UE

ZONES	PAYS
Europe hors UE	Turquie, Royaume-Uni
Pays nordiques et Suisse	Danemark, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse
Pays d'Europe Centrale hors UE	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie
Pays d'Europe Orientale hors UE	Biélorussie, Moldavie, Russie, Ukraine
Afrique du Nord	Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Tunisie, Sahara occidental
Afrique subsaharienne	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, Centrafrique, Comores, Congo (Brazzaville), Congo (RDC), Côte d'Ivoire, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe
Amérique du Nord	Canada, Etats-Unis
Amérique Centrale et du Sud	Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Canada, Costa Rica, Cuba, Dominique, Etats-Unis, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Porto Rico, République Dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Salvador, Trinité-et-Tobago, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Guyana, Paraguay, Pérou, Surinam, Uruguay, Venezuela
Proche-Orient	Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Territoires palestiniens
Moyen-Orient	Arabie Saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Géorgie, Irak, Iran, Koweït, Oman, Qatar, Yémen
Asean	Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar/Birmanie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam
Asie	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Corée du Nord, Corée du Sud, Inde, Japon, Kazakhstan, Kirghizstan, Maldives, Mongolie, Myanmar/Birmanie, Ouzbékistan, Pakistan, Sri Lanka, Tadjikistan, Taiwan, Timor oriental, Turkménistan
Océanie	Australie, États fédérés de Micronésie, Fidji, Hawaii, Iles Cook, Iles Marshall, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Salomon, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2023 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises.

Namur, le 14 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2024/002439]

14. DEZEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 2, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, und Absatz 5, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen;

Aufgrund der am 24. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsrats der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund der am 23. Juni 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;  
 Aufgrund des am 13. Juli 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;  
 Aufgrund des Berichts vom 9. Juni 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;  
 Aufgrund der am 24. März 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 65/2023 der Datenschutzbehörde;  
 Aufgrund des am 21. November 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 74.628/2 des Staatsrats;  
 In Erwägung der am 4. September 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 1548 des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;  
 Auf Vorschlag des Ministers für Außenhandel;  
 Nach Beratung,  
 Beschließt:

#### KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° das Unternehmen: jede Einheit, unabhängig von ihrer Rechtsform, die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, wobei zu berücksichtigen ist, dass für die Anwendung der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013 alle Einheiten, die von ein und derselben Einheit kontrolliert werden, als ein einziges Unternehmen angesehen werden;
- 2° das junge Unternehmen: jedes Unternehmen, das beim Einreichen des auf den vorliegenden Erlass gestützten Bezuschussungsantrags seit weniger als fünf Jahren bei der zentralen Datenbank der Unternehmen registriert ist;
- 3° das KMU : jedes Unternehmen mit weniger als zweihundertfünfzig Beschäftigten und maximal fünfzig Millionen Euro Jahresumsatz oder maximal dreiundvierzig Millionen Euro Jahresbilanzsumme. Bei eventueller Berechnung dieser Daten werden die in Anhang I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union vorgesehenen Modalitäten beachtet;
- 4° der Minister: das Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört;
- 5° die Agentur: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen;
- 6° der Antragsteller: das Unternehmen, das einen Bezuschussungsantrag aufgrund des vorliegenden Erlasses eingereicht hat;
- 7° das internationale Projekt: die vom Antragsteller zum Zwecke seiner internationalen Expansion verfolgte Strategie;
- 8° die Initiative: die Maßnahme zur konkreten Umsetzung des internationalen Projekts des Antragstellers;
- 9° zuschussfähige Kosten: die Kosten, die dem Antragsteller im Rahmen der Durchführung seiner Initiative unmittelbar entstehen und die ganz oder teilweise durch einen auf dem vorliegenden Erlass basierenden Zuschuss gedeckt werden können, wobei diese Kosten jeweils ohne Mehrwertsteuer oder sonstige Steuern oder eventuelle Nachlässe zu berücksichtigen sind;
- 10° die Diagnose der Reife für die Internationalisierung: das von der Agentur entwickelte digitalisierte Instrument zur Kundensegmentierung, das die Reife der wallonischen Unternehmen in ihrem Internationalisierungsprozess im Hinblick auf die folgenden Themen bestimmt:
  - a) die Positionierung des Produkts oder der Dienstleistung in Bezug auf den heimischen Markt;
  - b) das Internationalisierungsprojekt;
  - c) die Geschäftsentwicklung;
  - d) die digitale Reife;
  - e) die Produktionsmittel;
  - f) die finanziellen Mittel;
  - g) die Personalkapazitäten;
  - h) die logistischen Fähigkeiten;
  - i) die Berücksichtigung der rechtlichen, gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Aspekte;
  - j) die Innovation sowie die Forschung und Entwicklung;
  - k) die Berücksichtigung der Belange der sozialen Verantwortung der Unternehmen und der nachhaltigen Entwicklung;
- 11° das Unternehmen mit hohem Potenzial zur Internationalisierung: das Unternehmen, das am Tag der Einreichung des Bezuschussungsantrags:
  - a) seit mindestens drei Jahren bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist;
  - b) über einen Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region verfügt;
  - c) innovative Produktionsverfahren, Produkte oder Dienstleistungen entwickelt oder anwendet;
  - d) eine Belegschaft von mindestens acht Vollzeitäquivalenten hat und in den letzten drei Jahren gewachsen ist;
  - e) in den drei Rechnungsjahren vor dem Jahr der Antragstellung einen Umsatzanstieg von mindestens 20 % verzeichnet hat;
  - f) in den drei Rechnungsjahren vor dem Jahr der Antragstellung einen internationalen Umsatz von mindestens 10 % seines Gesamtumsatzes verzeichnet hat;



- g) über einen Finanzplan verfügt, der ein Management des Finanzbedarfs und der finanziellen Risiken nachweist und spezifische Finanzmittel für das internationale Wachstum bereitstellt;
  - h) seit mindestens zwei Jahren in mindestens einem ausländischen Markt Kundengewinnungs- oder Marketingaktivitäten entfaltet;
  - i) die Durchführbarkeit eines Exportgeschäftsmodells auf mindestens einem ausländischen Markt und seine Reproduzierbarkeit auf anderen ausländischen Märkten validiert hat;
  - j) über eine internationale Strategie verfügt, die mindestens drei Jahre ab dem Datum der Antragstellung umfasst;
  - k) Überlegungen zur nachhaltigen Entwicklung, die sich auf ökologische und soziale Aspekte beziehen, in den Betrieb des Unternehmens oder in seine Produkte und Dienstleistungen einbezieht;
- 12° der neue Markt: der ausländische Markt, auf dem der Antragsteller weniger als zwanzig Prozent seines Exportumsatzes erzielt oder auf dem er in dem Jahr vor dem Jahr der Antragstellung einen Umsatzverlust von zwanzig Prozent seines Exportumsatzes verzeichnet hat;
- 13° das neue Produkt oder die neue Dienstleistung: das Produkt oder die Dienstleistung, das/die für neue Marktsegmente bestimmt ist oder das/die die vom Unternehmen angebotene Produktpalette mithilfe einer neuen Technologie oder neuer Produktions- oder Vermarktungsprozesse erweitert;
- 14° die physische Messe, Ausstellung, Konferenz oder der physische Kongress: eine Messe, Ausstellung, Konferenz oder ein Kongress, die bzw. der an einem bestimmten physischen Ort stattfindet und voraussetzt, dass sich die Teilnehmer und Besucher physisch an diesen Ort begeben;
- 15° die virtuelle Messe, Ausstellung, Konferenz oder der virtuelle Kongress: eine Messe, Ausstellung, Konferenz oder ein Kongress, die bzw. der über das Internet stattfindet und nicht voraussetzt, dass sich die Teilnehmer und Besucher physisch an einen bestimmten Ort begeben;
- 16° die hybrid organisierte Messe, Ausstellung, Konferenz oder der hybrid organisierte Kongress: eine Messe, Ausstellung, Konferenz oder ein Kongress, die bez. der zum Teil physisch, zum Teil virtuell durchgeführt wird;
- 17° die Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013: die Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf die minimis-Beihilfen oder die Norm, die sie ersetzt hat;
- 18° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. März 2023.

**Art. 2** - Die in dem vorliegenden Erlass genannten Zuschüsse unterliegen der Verordnung Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013.

Sie ergänzen die anderen von der Agentur vorgesehenen Beihilfemechanismen.

#### *KAPITEL 2 — Gemeinsame Bedingungen für Zuschüsse*

**Art. 3** - Die im vorliegenden Erlass genannten Zuschüsse sind ausschließlich für Initiativen bestimmt, deren Zweck es ist, international orientierte Tätigkeiten zu entwickeln.

Sie werden im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel gewährt.

**Art. 4** - Der Antragsteller beschreibt in seinem Bezuschussungsantrag die Initiativen, die Teil seines internationalen Projekts sind.

Die Initiativen und das internationale Projekt entsprechen den nationalen und internationalen Normen, die auf den beruflichen Sektor des Antragstellers Anwendung finden, einschließlich der berufsethischen Regeln.

**Art. 5** - Um zulässig zu sein, wird die Initiative des Antragstellers nicht vor der Einreichung des Antrags umgesetzt. Wenn der Antragsteller seine Initiative unverzüglich nach diesem Einreichen einleitet und ihm der beantragte Zuschuss schließlich verweigert wird, dann trägt allein der Antragsteller die mit dieser Einleitung verbundenen Kosten.

**Art. 6** - Unbeschadet der Beachtung durch den Antragsteller der in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013 pro einziges Unternehmen vorgesehenen Zuschusshöchstbeträge und Zeiträume werden die Zuschusshöchstbeträge sowie die Fristen und Zeiträume pro Unternehmen festgelegt, die über eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen verfügt.

Daher wird der Betrag des beantragten Zuschusses im Verhältnis zum verfügbaren Saldo des zugelassenen Höchstbetrags reduziert oder abgelehnt, wenn dessen Gewährung dazu führt, dass der Antragsteller entweder die Zuschusshöchstbeträge der Agentur oder die in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013 vorgesehenen Zuschusshöchstbeträge überschreitet.

**Art. 7** - Anspruch auf einen Zuschuss hat der Antragsteller nur, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

- 1° dem Bezuschussungsantrag wird gemäß dem vorliegenden Erlass stattgegeben;
- 2° die Agentur hat dem Antragsteller eine Abrechnung zugestellt, in der der endgültige Betrag des beantragten Zuschusses unter Berücksichtigung der Gewährungsbedingungen, der anwendbaren Höchstbeträge, der Forderungsanmeldung des Antragstellers oder der Belege angegeben wird.

**Art. 8** - Um für eine Bezuschussung in Frage zu kommen, muss der Antragsteller folgende Bedingungen erfüllen:

- 1° ein Unternehmen sein, das mit einem aktiven Status bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen registriert ist;
- 2° über einen Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region verfügen;
- 3° in der Datenbank der Kundenunternehmen der Agentur mit einem aktiven Status registriert sein, oder dort einen Registrierungsantrag eingereicht haben;
- 4° ein konkretes und strukturiertes internationales Projekt haben, das, wenn es verwirklicht wird, einen Mehrwert für die wallonische Wirtschaft generiert, insbesondere im Bereich der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region oder im Bereich der Entwicklung der Produktion von Waren und Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder aber in Sachen Innovation;

- 5° den gesetzlichen Bestimmungen genügen, die die Ausübung seiner Tätigkeit regeln, und die steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Verpflichtungen sowie die berufsethischen Regeln oder die Geschäftsordnung seines Berufs beachten;
- 6° seine Diagnose der Reife für die Internationalisierung durchgeführt haben und eine Mindestpunktzahl von:
  - a) dreißig Prozent für den Zuschuss nach Kapitel 3 Abschnitt 1;
  - a) fünfzig Prozent für die Zuschüsse nach Kapitel 3 Abschnitte 2 bis 4 erzielt haben.

Beim Betriebssitz gemäß Absatz 1 Ziffer 2 handelt es sich um jede Niederlassung oder Geschäftsstelle, die eine gewisse Stabilität aufweist. Der Hauptbetriebsitz ist derjenige, der innerhalb des gesamten Unternehmens des Antragstellers die größte Anzahl Arbeitnehmer beschäftigt.

Die Agentur schätzt den realistischen Charakter der Wertschöpfung für die wallonische Wirtschaft gemäß Absatz 1 Ziffer 4 ein. Forschung und Entwicklung, geistiges Eigentum, Umsatz, Arbeitsplätze und Direktinvestitionen in der Wallonie sowie ihre jeweiligen Fortschritte fließen in die laufende Bewertung des Mehrwerts in der Wallonie ein. Dabei wird in erster Linie die Wertschöpfung berücksichtigt, die der Antragsteller der Beihilfe erwirtschaftet. Die Wertschöpfung bei den wallonischen Subunternehmern wird in zweiter Linie berücksichtigt.

Der Antragsteller, der zum Zeitpunkt der Registrierung gemäß Absatz 1 Ziffer 3 seine Diagnose der Reife für die Internationalisierung nach Absatz 1 Ziffer 6 noch nicht durchgeführt hat, wird von der Agentur aufgefordert, diese Diagnose zum Zeitpunkt der Einreichung seines Bezuschussungsantrags durchzuführen. Die Reifediagnose erfolgt über einen Termin in einem regionalen AWEX-Zentrum. Diese ermöglicht es dem Unternehmen, sich in der Software zur Verwaltung von Kundenbeziehungen der Agentur zu registrieren und die Allgemeinen Geschäftsbedingungen für den Zugang zu den AWEX-Dienstleistungen zu unterzeichnen, was die Beantragung von Anreizen über ein digitalisiertes Unternehmensportal ermöglicht.

**Art. 9** - Nicht zuschussfähig sind:

- 1° Unternehmen, die der Agentur fällige Beträge schulden;
- 2° Einzelhandelsgeschäfte;
- 3° Holdinggesellschaften;
- 4° Einheiten, die in einer Struktur zur Unterstützung der Entwicklung von wirtschaftlichen Aktivitäten in der Wallonischen Region untergebracht sind, die ihre Unternehmensnummer der untergebrachten Einheit zur Verfügung stellt;
- 5° Verkehrsvereine, Tourismushäuser oder -büros;
- 6° Unternehmen, die in die Liquidation, den Konkurs, die Einstellung der Tätigkeit oder in ein Gesamtinsolvenzverfahren, einschließlich eines gerichtlichen Sanierungsverfahrens, gehen, und zwar unabhängig von der Phase des Verfahrens zur Gewährung von Zuschüssen aus dem vorliegenden Erlass;
- 7° Unternehmensgemeinschaften, Verbände oder gemischte Handelskammern, deren Unterstützung dem Erlass der Wallonischen Regierung über die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern unterliegt.

Gemäß Absatz 1 Ziffer 1 kann kein Ausgleich zwischen den Schulden des Antragstellers gegenüber der Agentur und dem im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss stattfinden.

**Art. 10** - Dem Antragsteller, der die in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013 festgelegten Bedingungen nicht erfüllt, können keine Zuschüsse gewährt werden.

**Art. 11** - Es wird kein Zuschuss gewährt, wenn der Antragsteller eine ganze oder teilweise Auslagerung seiner Tätigkeit ins Ausland vornimmt, die zu einer Reduzierung oder einer Einstellung der Tätigkeiten in der Wallonischen Region führen muss.

Der Antragsteller erhält während einer Dauer von drei Jahren nach Gewährung des Zuschusses seine Tätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region aufrecht.

**Art. 12** - Verfügt der Antragsteller über mehrere Betriebssitze, so wird der Zuschuss entsprechend dem Umsatz, den der wallonische Betriebssitz erwirtschaftet, im Verhältnis zu demjenigen der gesamten Tätigkeiten des Antragstellers verringert.

**Art. 13** - Die Zuschüsse decken nicht:

- 1° die Mehrwertsteuer;
- 2° die Vergütung für Dienstleistungen, die von den Angestellten des Antragstellers oder von anderen Mitgliedern seines Unternehmens erbracht werden;
- 3° die Vergütung für Produkte oder Dienstleistungen, die der Antragsteller seinen eigenen Kunden verkauft;
- 4° Kosten, die von Lieferanten oder Dienstleistern in Rechnung gestellt werden, die in rechtlicher, finanzieller, funktionaler oder struktureller Verbindung mit dem Antragsteller stehen;
- 5° zur Deckung von üblichen und regelmäßigen Betriebsausgaben des Antragstellers;
- 6° zur Deckung von Ausgaben, die in bar oder mittels Ausgleich durch die Lieferung von Waren oder Dienstleistungen getätigt werden;
- 7° zur Deckung von Ausgaben, die vom Antragsteller an Dritte weiter verrechnet werden;
- 8° zur Deckung von Ausgaben mit luxuriösem Charakter;
- 9° Kosten, die direkt mit den ausgeführten Mengen zusammenhängen;
- 10° Kosten für den Aufbau und den Betrieb eines Vertriebsnetzes im Ausland oder andere laufende Ausgaben im Zusammenhang mit der Exporttätigkeit;
- 11° Kosten, für die der Antragsteller Zuschüsse oder Finanzierungen bei der Agentur oder jeder anderen öffentlichen Einrichtung oder Behörde zu beantragen erwägt, beantragt oder erhalten hat;
- 12° Kosten, die vor dem Datum der Einreichung des Zuschussantrags im Sinne des vorliegenden Erlasses angefallen sind.

Die in Absatz 1 Ziffer 4 genannte Verbindung ist die Verbindung, die es dem Antragsteller ermöglicht, alle oder einen Teil der vom Lieferanten oder Dienstleistungserbringer in Rechnung gestellten Kosten in irgendeiner Weise auszugleichen oder zurückzufordern.

Eine Ausgabe mit verschwenderischem Charakter im Sinne von Absatz 1 Ziffer 8 ist eine Ausgabe, die für Überflüssiges oder Luxusgüter gemacht wird.

**Art. 14** - Wenn sich die zulässigen Kosten des Zuschusses auf Reise- und Aufenthaltskosten im Ausland beziehen, werden diese zulässigen Kosten pauschaliert. Der Minister legt einen Pauschalbetrag für Reise- und Aufenthaltskosten in jedem der von ihm festgelegten geografischen Gebiete fest. Diese Pauschalbeträge werden auf der Website der Agentur veröffentlicht.

Wenn sich die zuschussfähigen Kosten der Finanzhilfe auf Reise- und Aufenthaltskosten in Belgien beziehen, werden diese zuschussfähigen Kosten pauschaliert. Der Minister legt einen Pauschalbetrag für Reise- und Aufenthaltskosten in Belgien fest, der sich nach den von ihm festgelegten geografischen Ausgangsgebieten richtet. Diese Pauschalbeträge werden auf der Website der Agentur veröffentlicht.

In Abweichung von Absatz 1 sind in Fällen, in denen die Reise und der Aufenthalt im Ausland nicht von Belgien oder einem an Belgien angrenzenden Land aus erfolgt, die zuschussfähigen Kosten, die sich auf Reise- und Aufenthaltskosten beziehen, die Reise- und Aufenthaltskosten, die dem Antragsteller tatsächlich entstanden sind und sich auf Folgendes beschränken:

- 1° die Reisekosten in der Economy-Klasse;
- 2° die Kosten für die Unterkunft;
- 3° die Verpflegungskosten;
- 4° die Kosten für die zur Durchführung der bezuschussten Initiative notwendigen Inlandsreisen.

Der Minister kann jedoch den Betrag der zulässigen Kosten in Bezug auf die in Absatz 3 Ziffern 1 bis 4 genannten Kosten begrenzen.

**Art. 15** - Jeder aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährte Zuschuss wird im Jahresabschluss des Antragstellers aufgeführt.

### KAPITEL 3 — Spezifische Bedingungen für die Zuschüsse

#### Abchnitt 1 — Spezifische Bedingungen für die Unterstützung der Kommunikation

**Art. 16** - Dem Antragsteller kann ein Zuschuss von höchstens 5 000 EUR gewährt werden, um einen Teil der in dem vorliegenden Abschnitt genannten zuschussfähigen Kosten zu decken, die innerhalb eines Zeitraums von höchstens zwölf Monaten ab dem Zeitpunkt der Notifizierung gemäß Artikel 50 entstehen.

**Art. 17** - Der in dem vorliegenden Abschnitt genannte Zuschuss deckt fünfzig Prozent der zuschussfähigen Kosten.

Handelt es sich bei dem Antragsteller um ein junges Unternehmen, so erhöht sich der in Absatz 1 genannte Satz auf sechzig Prozent.

**Art. 18** - Bei den zuschussfähigen Kosten handelt es sich um Kommunikations- und Werbekosten im Zusammenhang mit der Einführung eines neuen Produkts oder einer neuen Dienstleistung des Antragstellers auf einem ausländischen Markt oder im Zusammenhang mit der Einführung eines bestehenden Produkts oder einer bestehenden Dienstleistung des Antragstellers auf einem neuen ausländischen Markt, die sich auf die folgenden Initiativen beziehen:

- 1° die Gestaltung, Erstellung und Übersetzung von gedruckten oder digitalen Broschüren und Videos;
- 2° die Werbeeinschaltung in periodisch erscheinenden Fachzeitschriften auf Papier oder digital, die im Ausland herausgegeben und veröffentlicht werden, oder auf ausländischen Fachportalen;
- 3° der Erwerb von Listen von ausländischen E-Mail-Adressen;
- 4° die Erstellung und den Versand von E-Mails durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;
- 5° der Erwerb von Guthaben für den E-Mail-Versand;
- 6° Leistungen von Callcentern für Anrufe ins Ausland;
- 7° die Durchführung von Webinaren für ein ausländisches Publikum durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;
- 8° die internationale Referenzierung auf Suchmaschinen durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;
- 9° der Erwerb von internationaler Werbung und Referenzierung auf Suchmaschinen, sozialen Netzwerken und internationalen E-Commerce-Plattformen;
- 10° Leistungen von Online-Influencern und Meinungsführern zur Förderung der Produkte oder Dienstleistungen des Antragstellers;
- 11° für Leistungen von externen, spezialisierten Anbietern im Bereich digitales Marketing zwecks des internationalen Profilmanagements von Unternehmen auf sozialen Netzwerken;
- 12° die Verwaltung der Marketingmaßnahmen des Unternehmens durch einen externen Dienstleister während eines bestimmten Zeitraums im Auftrag des Antragstellers;
- 13° die Erstellung eines Berichts durch einen externen Experten für digitales Marketing über die Verwaltung der Tätigkeiten und die Schulung des Unternehmens des Antragstellers für eine eigene Verwaltung;
- 14° die Gestaltung und das Layout der Unternehmensseite des Antragstellers auf einer internationalen E-Commerce-Plattform und der dort auszustellenden Produkte;
- 15° die Herausstellung bestimmter Produkte des Antragstellers, die in einem virtuellen Schaufenster auf der Homepage einer internationalen E-Commerce-Plattform ausgestellt sind;
- 16° die Erstellung von Inhalten, Bildern, kurzen Video- und Audioinhalten zur Bewerbung der Produkte oder Dienstleistungen des Antragstellers auf einer internationalen E-Commerce-Plattform;

- 17° die Verwaltung des Kontos und der Seite des Unternehmens des Antragstellers auf einer internationalen E-Commerce-Plattform durch einen externen Dienstleister;
- 18° das Abonnement bei einem ausländischen Pressebüro;
- 19° die Registrierung auf internationalen Online-Plattformen, die mit im Ausland stattfindenden Messen oder Fachausstellungen verbunden sind.

In Absatz 1 Ziffer 10 ist gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- 1° der Online-Influencer: die natürliche oder juristische Person, die aufgrund ihrer Position, ihres Status oder ihres Bekanntheitsgrades im Internet das Verhalten der Verbraucher beeinflussen kann;
- 2° der Meinungsführer: die natürliche oder juristische Person, die aufgrund ihres Bekanntheitsgrades, ihrer sozialen oder beruflichen Tätigkeit die Meinungen oder Handlungen einer großen Anzahl von Personen beeinflussen kann;

In Absatz 1 Ziffern 9, 14, 15, 16, 17 und 19 ist eine Online-Plattform, die speziell auf ein anderes Land abzielt, keine internationale Online-Plattform.

**Art. 19** - Der Antragsteller hat die freie Wahl der Dienstleister für die in Artikel 18 erwähnten Dienstleistungen. Bei diesen Leistungsträgern geht es um Fachleute, die nicht zum Unternehmen des Antragstellers gehören.

**Art. 20** - Die über die Kommunikations- und Werbeträger präsentierten Produkte bzw. Dienstleistungen werden in der Wallonischen Region hergestellt oder entwickelt.

#### Abschnitt 2 — Spezifische Bedingungen für die Unterstützung der Kundengewinnung

**Art. 21** - Dem Antragsteller kann ein Zuschuss gewährt werden, um einen Teil der in dem vorliegenden Abschnitt genannten zuschussfähigen Kosten zu decken, die innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten ab dem Zeitpunkt der Notifizierung gemäß Artikel 50 entstehen.

Der Höchstbetrag des Zuschusses im Sinne des vorliegenden Abschnitts wird anhand der Anzahl der Teilnahmen des Antragstellers während des in Absatz 1 genannten Zeitraums von zwölf Monaten an im Ausland veranstalteten physischen oder hybriden Messen oder Ausstellungen mit fachlichem und internationalem Charakter festgelegt. Dieser Betrag beläuft sich auf:

- 1° 15.000 Euro, wenn der Antragsteller an mindestens drei Messen oder Ausstellungen teilnimmt;
- 2° 10.000 Euro, wenn der Antragsteller an zwei Messen oder Ausstellungen teilnimmt;
- 3° 8.000 Euro, wenn der Antragsteller an einer Messe oder Ausstellung teilnimmt;
- 4° 6.000 Euro, wenn der Antragsteller an keiner Messe oder Ausstellung teilnimmt.

Die Teilnahme an Events oder an Gemeinschaftsständen, die von der Agentur oder von einem Akteur organisiert werden, der für dieselbe Veranstaltung eine öffentliche Unterstützung erhält, werden nicht berücksichtigt.

**Art. 22** - Der in dem vorliegenden Abschnitt genannte Zuschuss deckt fünfzig Prozent der zuschussfähigen Kosten.

Handelt es sich bei dem Antragsteller um ein junges Unternehmen, so erhöht sich der in Absatz 1 genannte Satz auf sechzig Prozent.

**Art. 23** - Unbeschadet der in dem vorliegenden Abschnitt festgelegten Einschränkungen handelt es sich bei den zuschussfähigen Kosten um Kosten für die Kundengewinnung im Zusammenhang mit der Einführung eines neuen Produkts oder einer neuen Dienstleistung des Antragstellers auf einem ausländischen Markt oder im Zusammenhang mit der Einführung eines bestehenden Produkts oder einer bestehenden Dienstleistung des Antragstellers auf einem neuen ausländischen Markt, die sich auf die folgenden Initiativen beziehen:

- 1° der Erwerb von Studien über ausländische Märkte;
- 2° der Besuch und die Teilnahme an physischen, virtuellen und hybriden Messen oder Ausstellungen mit fachlichem und internationalem Charakter, die im Ausland veranstaltet werden;
- 3° die Teilnahme an Seminaren, Konferenzen und anderen physischen, virtuellen und hybriden Veranstaltungen mit fachlichem und internationalem Charakter, die im Ausland stattfinden und eine gebührenpflichtige Anmeldung sowie Wortmeldungen voraussetzen, um aktiv für die Produkte oder Dienstleistungen des Antragstellers zu werben;
- 4° Handelsmissionen zu neuen Märkten außerhalb der Europäischen Union oder, wenn es sich bei dem Antragsteller ausschließlich um ein junges Unternehmen handelt, zu neuen Märkten innerhalb und außerhalb der Europäischen Union;
- 5° die Einladung von potenziellen Kunden in Belgien oder im Ausland, die außerhalb der Europäischen Union ansässig sind, oder, wenn der Antragsteller ein junges Unternehmen ist, die innerhalb oder außerhalb der Europäischen Union ansässig sind, um den Sitz des Unternehmens des Antragstellers oder die von ihm durchgeführten Projekte zu präsentieren, mit Ausnahme der Einladung von Partnern, bei denen der Antragsteller in irgendeiner Weise an der Geschäftsführung oder Kontrolle beteiligt ist;
- 6° die Gestaltung der Etikettierung und Markierung, die Anpassung an Normen und die Anmeldung von Marken in Bezug auf die Produkte des Antragstellers.

**Art. 24** - Die zuschussfähigen Kosten im Zusammenhang mit den in Artikel 23 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Initiativen sind auf folgende Kosten begrenzt:

- 1° die Anmeldegebühr des Antragstellers für die Messe oder Ausstellung;
- 2° die Reise- und Aufenthaltskosten von maximal zwei Vertretern des Antragstellers, die während der gesamten Dauer der Messe oder Ausstellung anfallen;
- 3° die Kosten für die Miete der Standfläche, die vom Veranstalter der Messe oder der Ausstellung in Rechnung gestellt werden;
- 4° die Kosten für den Auf- und Abbau des Standes, die von professionellen Fachunternehmen in Rechnung gestellt werden;
- 5° die Kosten für die Einrichtung des Standes, die vom Organisator der Messe oder Ausstellung oder von professionellen Fachunternehmen in Rechnung gestellt werden und sich auf die Miete von Mobilien, die



Elektroinstallation, die Beleuchtung und den Bodenbelag beziehen, mit Ausnahme aller Kosten, die mit dem Erwerb von beweglichen oder unbeweglichen Gütern verbunden sind;

- 6° die Kosten für die Versendung von Ausstellungsmaterial des Antragstellers, die nicht Gegenstand von Handelsgeschäften sind und in die Wallonische Region zurückgeschickt werden, sofern der Transport von einem professionellen Dritttransportunternehmen durchgeführt wird;
- 7° die Kosten im Zusammenhang mit der Vorführung oder Erprobung von Geräten und Maschinen des Antragstellers gegenüber potenziellen Kunden im Rahmen der Veranstaltung.

**Art. 25** - Die zuschussfähigen Kosten im Zusammenhang mit den in Artikel 23 Absatz 1 Ziffer 3 genannten Initiativen sind auf folgende Kosten begrenzt:

- 1° die Anmeldegebühr für das Seminar, die Konferenz oder die Veranstaltung;
- 2° die Reise- und Aufenthaltskosten von maximal zwei Vertretern des Antragstellers, die während der gesamten Dauer des Seminars, der Konferenz oder der Veranstaltung anfallen;
- 3° die Kosten für die Versendung von Ausstellungsmaterial des Antragstellers, die nicht Gegenstand von Handelsgeschäften sind und in die Wallonische Region zurückgeschickt werden, sofern der Transport von einem professionellen Dritttransportunternehmen durchgeführt wird;
- 4° die Kosten im Zusammenhang mit der Vorführung oder Erprobung von Geräten und Maschinen des Antragstellers gegenüber potenziellen Kunden im Rahmen des Seminars, der Konferenz oder der Veranstaltung.

**Art. 26** - Die in dem vorliegenden Abschnitt genannten Messen, Ausstellungen, Seminare, Konferenzen und anderen Veranstaltungen mit fachlichem und internationalem Charakter, die im Ausland stattfinden, werden vom Antragsteller ausgewählt.

Die Teilnahme an den in dem vorliegenden Abschnitt genannten Veranstaltungen erfolgt auf individueller Basis:

- 1° unter eigenem Namen des Antragstellers;
- 2° unter der Handelsbezeichnung des Antragstellers oder seiner Produkte und Dienstleistungen;
- 3° unter dem auf den Namen des Antragstellers gesetzlich eingetragenen Markennamen.

Wenn der Antragsteller keinen individuellen Stand erhalten kann oder einen Stand mit anderen Teilnehmern teilen möchte, kann er einen Antrag auf Zuschuss einreichen, vorausgesetzt, dass er diesem Antrag alle Informationen über das Mieten des Stands bei dem Veranstalter sowie über die Weiterverrechnung und die Übernahme des auf ihn entfallenden Kostenanteils beifügt, wobei nur dieser Anteil zuschussfähige Kosten darstellen kann.

Die Teilnahme des Antragstellers, die unter dem Namen seines Vertreters, seines Importeurs oder unter dem Namen seiner Muttergesellschaft oder einer ausländischen Tochtergesellschaft erfolgt, ist nicht zuschussfähig im Sinne des vorliegenden Abschnitts.

Im Falle eines Verzichts oder einer Absage der Teilnahme des Antragstellers an der Veranstaltung werden die dem Antragsteller eventuell entstandenen Kosten nicht durch den Zuschuss gemäß dem vorliegenden Abschnitt abgedeckt.

**Art. 27** - Die zuschussfähigen Kosten für die in Artikel 23 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Initiativen sind auf die Reise- und Aufenthaltskosten für bis zu vier Handelsmissionen pro Land beschränkt.

**Art. 28** - Die zuschussfähigen Kosten für die in Artikel 23 Absatz 1 Ziffer 5 genannten Initiativen sind auf die Reise- und Aufenthaltskosten beschränkt, die im Rahmen von maximal drei Einladungen von potenziellen Kunden in Belgien oder im Ausland entstehen.

### *Abschnitt 3 — Spezifische Bedingungen für die Unterstützung der Niederlassung außerhalb der Europäischen Union*

**Art. 29** - Dem Antragsteller kann ein Zuschuss gewährt werden, um einen Teil der in dem vorliegenden Abschnitt genannten zuschussfähigen Kosten zu decken, die innerhalb eines Zeitraums von höchstens zwölf Monaten ab dem Zeitpunkt der Notifizierung gemäß Artikel 50 entstehen.

**Art. 30** - Der Höchstbetrag des Zuschusses im Sinne des vorliegenden Abschnitts richtet sich nach dem geografischen Gebiet, auf das sich die Niederlassungsinitiative des Antragstellers bezieht, sowie nach der Dauer der Nutzung der Niederlassung durch den Antragsteller. Dieser Betrag wird gemäß dem in der Anlage 3 angegebenen Tabellen festgelegt.

**Art. 31** - Der in dem vorliegenden Abschnitt genannte Zuschuss deckt fünfzig Prozent der zuschussfähigen Kosten.

Handelt es sich bei dem Antragsteller um ein junges Unternehmen, so erhöht sich der in Absatz 1 genannte Satz auf sechzig Prozent.

**Art. 32** - Unbeschadet der in dem vorliegenden Abschnitt festgelegten Einschränkungen handelt es sich bei den zuschussfähigen Kosten um Kosten für die Kundengewinnung im Zusammenhang mit der Einführung eines Produkts oder einer Dienstleistung des Antragstellers auf einem neuen ausländischen Markt, die sich auf die folgenden Niederlassungsinitiativen beziehen:

- 1° die Nutzung eines Inkubators, eines Business Centers, eines Gründerzentrums oder eines gemeinsam genutzten Arbeitsbereichs mit einer Aufnahme- und Betreuungsstruktur im Ausland;
- 2° die Eröffnung und der Betrieb einer individuellen oder kollektiven Vertretung im Ausland.

**Art. 33** - Um für einen Zuschuss im Sinne des vorliegenden Abschnitts infrage zu kommen, muss der Antragsteller die folgenden spezifischen Bedingungen erfüllen:

- 1° er verfügt nicht über eine dauerhafte Struktur in dem Land oder den Ländern, auf die sich die Niederlassung bezieht, oder hat in den drei Jahren vor der Einreichung des Bezuschussungsantrags nicht über eine derartige Struktur verfügt;
- 2° die Summe seiner Eigenmittel und seiner Schulden mit einer Laufzeit von mehr als einem Jahr höher ist als der in Artikel 45 Absatz 1 Ziffer 5 Buchstabe a) genannte Haushaltsvoranschlag.

**Art. 34** - Der Antragsteller wählt das Land, außerhalb der Europäischen Union, in dem er ein Handelsvertretungsbüro niederlassen möchte.



Das durch die Niederlassung abgedeckte geografische Gebiet kann sich auf ein oder mehrere Länder erstrecken.

**Art. 35** - Die Niederlassung wird von dem Antragsteller während mindestens drei Monaten benutzt und betrieben. Wird die Niederlassung aus einem anderen Grund als höherer Gewalt nicht während des vorgesehenen Zeitraums genutzt und betrieben, wird der Zuschuss im Sinne des vorliegenden Abschnitts nicht gewährt.

**Art. 36** - Handelt es sich bei der Niederlassung um ein Vertretungsbüro, wird dieses vom Antragsteller ausschließlich auf eigene Kosten, als Einzelperson und unter seinem eigenen Namen betrieben. Dieses Vertretungsbüro bleibt unter direkter Aufsicht und beschäftigt mindestens eine Person Vollzeit, die mit der Erkundung der Märkte und der Suche nach Geschäftskontakten im Namen des Antragstellers beauftragt ist.

In Abweichung von Absatz 1 ist der kollektive Betrieb eines Vertretungsbüros für einen in dem vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschuss ebenfalls beihilfefähig, wenn er mindestens zwei KMB umfasst, wobei jeder seinen Betriebsitz in der Wallonischen Region hat und unterschiedliche Produkte und/oder Dienstleistungen anbietet. Die vorerwähnten Betriebsitze befinden sich in unterschiedlichen Orten. Außerdem sind die betroffenen KMB voneinander völlig unabhängig.

Wenn der Antragsteller das Vertretungsbüro gemeinsam mit anderen Einrichtungen betreibt, kann nur der Anteil der Kosten, die dem Antragsteller entstehen, als zuschussfähige Kosten gelten.

**Art. 37** - Ungeachtet der von dem Antragsteller gewählten Form der Niederlassung darf keine direkte Handelstätigkeit des Antragstellers von dem Handelsvertretungsbüro aus ausgeübt werden.

Infolgedessen kann das Handelsvertretungsbüro weder eine Verkaufsstelle, noch eine Stelle zur Lagerung bzw. Erzeugung von Gütern und Dienstleistungen, außer der Handelsvertretung sein.

**Art. 38** - Der Antragsteller genügt den lokalen Gesetzesbestimmungen, die die Eröffnung und den Betrieb eines Handelsvertretungsbüros regeln.

**Art. 39** - Die zuschussfähigen Kosten im Zusammenhang mit den in Artikel 32 Absatz 1 Ziffer 1 genannten Initiativen sind auf folgende Kosten begrenzt:

- 1° Reise- und Aufenthaltskosten, die vor der Nutzung der Niederlassungsstruktur im Zielland anfallen;
- 2° das Gehalt des Vertreters des Antragstellers und des vor Ort eingestellten Personals;
- 3° die Dienstreisekosten innerhalb der durch die Niederlassung gedeckten Zone, einschließlich der eventuellen Teilnahmen an Messen und beruflichen Veranstaltungen.
- 4° Reise- und Aufenthaltskosten im Zusammenhang mit der Konzertierung zwischen dem in Belgien ansässigen Unternehmen des Antragstellers und seiner Niederlassung im Zielland, begrenzt auf maximal zwei Hin- und Rückreisen pro Jahr;
- 5° die Miete für den genutzten Arbeitsbereich und damit verbundene Kosten für Versicherungen und die Miete für bereitgestellte technische Ausrüstung;
- 6° die Kosten für zusätzliche Leistungen, die von der Unterbringungseinrichtung angeboten werden.

**Art. 40** - Die zuschussfähigen Kosten im Zusammenhang mit den in Artikel 32 Absatz 1 Ziffer 2 genannten Initiativen sind auf folgende Kosten begrenzt:

- 1° Reise- und Aufenthaltskosten, die vor der Eröffnung und dem Betrieb des Vertretungsbüros im Zielland anfallen;
- 2° Kosten für Beratung, Unterstützung oder Schulungen zu Rechts-, Buchhaltungs- oder Steuerfragen, die im Zielland gelten, die vor der Eröffnung des Vertretungsbüros anfallen;
- 3° das Gehalt des Vertreters des Antragstellers und des vor Ort eingestellten Personals;
- 4° die Dienstreisekosten innerhalb der durch die Niederlassung gedeckten Zone, einschließlich der eventuellen Teilnahmen an Messen und beruflichen Veranstaltungen.
- 5° die Miete für das Vertretungsbüro, ohne Kautionen, Garantien und Aufgelder;
- 6° Mietnebenkosten, die insbesondere die Kosten für Beleuchtung, Heizung, Klimatisierung und Instandhaltung umfassen;
- 7° Kosten für die Miete und den Kauf von Möbeln, Ausrüstungsgegenständen und kleinen Büroartikeln;
- 8° Reise- und Aufenthaltskosten im Zusammenhang mit der Konzertierung zwischen dem in Belgien ansässigen Unternehmen des Antragstellers und seiner Niederlassung im Zielland, begrenzt auf maximal zwei Hin- und Rückreisen pro Jahr;
- 9° Kosten für die Beschaffung von Aufenthalts- oder Arbeitsgenehmigungen im Zielland.

#### *Abschnitt 4 — Spezifische Bedingungen für die Unterstützung der Zertifizierung*

**Art. 41** - Dem Antragsteller kann ein Zuschuss von höchstens 15.000 EUR gewährt werden, um einen Teil der in dem vorliegenden Abschnitt genannten zuschussfähigen Kosten zu decken, die innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten ab dem Zeitpunkt der Notifizierung gemäß Artikel 50 entstehen.

Der Antragsteller, der den Zuschuss gemäß dem vorliegenden Abschnitt beantragt, ist ein Unternehmen mit hohem Potenzial für die Internationalisierung.

**Art. 42** - Der in dem vorliegenden Abschnitt genannte Zuschuss deckt fünfzig Prozent der zuschussfähigen Kosten.

**Art. 43** - Beihilfefähige Kosten sind alle Kosten im Zusammenhang mit der Zertifizierung eines Produkts des Antragstellers, das auf einem neuen ausländischen Markt eingeführt werden soll.

#### *KAPITEL 4 — Gewährungsverfahren*

##### *Abschnitt 1 — Einreichung des Antrags*

**Art. 44** - Der Antragsteller reicht seinen Bezuschussungsantrag ein, indem er das auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellte elektronische Formular ausfüllt.

Der Antragsteller bestätigt, dass er die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013 sowie den vorliegenden Erlass einhält. Diese Bestätigung schließt eine Prüfung dieser Einhaltung durch die Agentur nicht aus.

Außerdem verpflichtet sich der Antragsteller in diesem Formular, die in Artikel 55 genannten Unterlagen während eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem Datum der Auszahlung des Zuschusses durch die Agentur aufzubewahren, es sei denn, dieser Zeitraum wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen über Verjährungsfristen verlängert.

**Art. 45** - Der Antragsteller fügt seinem Bezuschussungsantrag Folgendes bei:

- 1° eine Beschreibung seines internationalen Projekts und seines Umsetzungsplans;
- 2° die Forderungsanmeldung für die Zahlung des Vorschusses nach Artikel 52 unter der aufschiebenden Bedingung des Beschlusses zur Annahme des Zuschusses;
- 3° bei Anträgen, die sich auf den in Kapitel 3 Abschnitt 1 genannten Zuschuss beziehen:
  - a) eine Beschreibung der Kommunikationsinitiative, die mindestens eine Präsentation der Kommunikationskampagne des Unternehmens, eine Liste der Zielländer der Kampagne und die zu verwendenden Kommunikationsmittel umfasst;
  - b) und, wenn es sich bei dem Antragsteller um ein im touristischen Privatsektor tätiges Unternehmen handelt, das bzw. die günstige(n) Gutachten, je nach Fall, von "Wallonie-Belgique Tourisme" (Wallonie-Belgien Tourismus), des Generalkommissariats für Tourismus ("Commissariat général au Tourisme") der Wallonischen Region bzw. des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
- 4° bei Anträgen, die sich auf den in Kapitel 4 Abschnitt 2 genannten Zuschuss beziehen, eine Beschreibung der Initiative zur Kundengewinnung, die mindestens eine Liste der Messen, Ausstellungen, Seminare, Konferenzen und sonstigen Veranstaltungen enthält, an denen das Unternehmen innerhalb von zwölf Monaten nach Einreichung des Bezuschussungsantrags teilnimmt, wobei anzugeben ist, ob es sich um eine physische, virtuelle oder hybride Veranstaltung handelt, sowie eine Liste der Länder, in denen die Kundengewinnung durchgeführt werden soll;
- 5° bei Anträgen, die sich auf den in Kapitel 4 Abschnitt 3 genannten Zuschuss beziehen, eine Beschreibung der Niederlassungsinitiative, die mindestens Folgendes umfasst:
  - a) einen Haushaltsvoranschlag für die Niederlassungsinitiative, in dem für jede Kategorie zuschussfähiger Kosten ein geschätzter Betrag angegeben ist;
  - b) eine Kopie des Mietvertrags für den genutzten Geschäftsbereich;
  - c) eine Kopie des Arbeitsvertrags des Büroinhabers oder des vor Ort entsandten Vertreters des Unternehmens;
- 6° bei Anträgen, die sich auf den in Kapitel 4 Abschnitt 4 genannten Zuschuss beziehen, eine Beschreibung der Zertifizierungsinitiative, die mindestens Folgendes umfasst:
  - a) eine Beschreibung der Produkte oder Dienstleistungen, die Gegenstand der Zertifizierung sind;
  - b) die Liste der Zielländer der Zertifizierung;
  - c) einen Haushaltsvoranschlag für die Zertifizierungsinitiative, in dem für jede Kategorie zuschussfähiger Kosten ein geschätzter Betrag angegeben ist;
- 7° die letzten Bilanzen und Gewinn- und Verlustrechnungen, falls diese nicht offiziell veröffentlicht werden;
- 8° alle weiteren Dokumente, die er zur Bekräftigung seines Antrags für zweckdienlich hält.

**Art. 46** - Der Antrag gilt als gültig eingereicht, wenn der Antragsteller eine Empfangsbestätigung für sein elektronisches Antragsformular erhält, in der ein Aktenzeichen angegeben ist.

#### *Abschnitt 2 — Die Prüfung der Anträge und die Entscheidung über die Bewilligung*

**Art. 47** - Die Agentur prüft jeden ordnungsgemäß eingereichten Antrag und kann den Antragsteller auffordern, ihr alle zusätzlichen Informationen zu übermitteln, die sie für zweckdienlich hält.

Die Agentur lehnt jeden Antrag ab, der die Bedingungen für die Beihilfefähigkeit nicht erfüllt. In den sonstigen Fällen untersucht die Agentur den Antrag.

**Art. 48** - Nach der Untersuchung unterbreitet die Agentur dem Minister auf elektronischem Weg einen Beschlussvorschlag.

Der Minister nimmt den Antrag an oder lehnt ihn ab.

Der Minister kann die in Absatz 2 genannte Befugnis auf den Generalverwalter der Agentur übertragen.

**Art. 49** - Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der Agentur gebundenen Mittel verabschiedet der Minister einen Beschluss zur Gewährung des Zuschusses, in dem der dem Antragsteller gewährte Höchstbetrag sowie die Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses festgelegt werden.

Der Minister kann die in Absatz 1 genannte Befugnis auf den Generalverwalter der Agentur übertragen.

**Art. 50** - Die Agentur sorgt für die weitere Behandlung des in Artikel 49 genannten Beschlusses und notifiziert ihn dem Antragsteller auf elektronischem Weg.

**Art. 51** - Sobald die Agentur den in Artikel 49 genannten Beschluss notifiziert hat, legt der Antragsteller der Agentur unverzüglich jeden Antrag auf Änderung der bezuschussten Initiative, ihrer Mittelausstattung oder der für ihre Durchführung ausgewählten Dienstleister und Lieferanten zur Genehmigung vor. Die Einreichung des Antrags erfolgt elektronisch nach den von der Agentur festgelegten und auf ihrer Website veröffentlichten Modalitäten.

Der Antrag auf Änderung wird mit faktischen oder rechtlichen Elementen begründet, die eine Anpassung der bezuschussten Initiative erforderlich machen.

Die Änderung führt nicht dazu, dass der in Anwendung von Artikel 49 bewilligte Höchstbetrag überschritten wird.

#### *Abschnitt 3 — Auszahlung des Zuschusses und Ausschlussfristen*

**Art. 52** - Nachdem der Gewährungsbeschluss notifiziert wurde, zahlt die Agentur dem Antragsteller auf der Grundlage seiner Forderungsanmeldung einen Vorschuss in Höhe von fünfzig Prozent des Höchstbetrags des bewilligten Zuschusses.

**Art. 53** - Die bezuschussten Initiativen müssen spätestens ein Jahr nach der in Artikel 50 genannten Notifizierung vollständig abgeschlossen sein.

**Art. 54** - Nach der vollständigen Durchführung der bezuschussten Initiativen, spätestens jedoch drei Monate nach Ablauf der in Artikel 53 genannten Einjahresfrist, übermittelt der Antragsteller der Agentur auf elektronischem Wege gemäß den von der Agentur festgelegten und auf ihrer Website veröffentlichten Modalitäten:

- 1° die Abrechnung der entstandenen zuschussfähigen Kosten;
- 2° eine Forderungsanmeldung für die Zahlung des Restbetrags des Zuschusses, die auf der Grundlage des auf der Website der Agentur verfügbaren Musters erstellt wurde;

Darüber hinaus übermittelt der Antragsteller der Agentur innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist:

- 1° wenn sich die bezuschussten Initiativen auf den in Kapitel 3 Abschnitt 1 genannten Zuschuss beziehen:
  - a) einen Bericht über die Ergebnisse der bezuschussten Kommunikationskampagne;
  - b) eine digitalisierte Kopie der verwendeten Kommunikationsmedien;
- 2° wenn sich die bezuschussten Initiativen auf den in Kapitel 3 Abschnitt 2 genannten Zuschuss beziehen:
  - a) einen Geschäftsbericht über die Ergebnisse der durchgeführten Initiativen zur Kundengewinnung, in dem die erwarteten Auswirkungen des Zuschusses auf die Entwicklung des Exportumsatzes und der Zahl der Vollzeitäquivalente des Antragstellers beziffert werden;
  - b) eine Liste von Messen, Ausstellungen, Seminaren, Konferenzen und anderen Veranstaltungen, an denen er teilgenommen hat, mit Angabe des Namens und des Datums der Veranstaltung;
  - c) den Nachweis, dass seine Teilnahme an Ausstellungen, Messen, Seminaren, Konferenzen und anderen Veranstaltungen die Voraussetzungen des Artikels 26 erfüllt;
- 3° wenn sich die bezuschussten Initiativen auf den in Kapitel 3 Abschnitt 3 genannten Zuschuss beziehen:
  - a) einen Geschäftsbericht über die Ergebnisse der durchgeführten Niederlassungsinitiative, in dem die erwarteten Auswirkungen des Zuschusses auf die Entwicklung des Exportumsatzes und der Zahl der Vollzeitäquivalente des Antragstellers beziffert werden;
  - b) detaillierte Rechnungen für die bezuschusste Initiative, die auf den Namen des Antragstellers ausgestellt und in seiner Buchhaltung erfasst sind, sowie Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen, die die Zahlung dieser Rechnungen durch den Antragsteller belegen;
- 4° wenn sich die bezuschussten Initiativen auf den in Kapitel 3 Abschnitt 4 genannten Zuschuss beziehen:
  - a) eine Kopie der Konformitätsbescheinigung für das Produkt oder die Dienstleistung, das/die von der bezuschussten Zertifizierungsinitiative betroffen ist;
  - b) detaillierte Rechnungen für die bezuschusste Initiative, die auf den Namen des Antragstellers ausgestellt und in seiner Buchhaltung erfasst sind, sowie Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen, die die Zahlung dieser Rechnungen durch den Antragsteller belegen.

Die Agentur zahlt dem Antragsteller den Restbetrag des Zuschusses nach Erhalt der in Absatz 1 Ziffern 1 bis 2 und, je nach den Initiativen, auf die sich der Zuschuss bezieht, in Absatz 2 Ziffern 1 bis 4 genannten Unterlagen auf der Grundlage seiner Forderungsanmeldung gemäß Absatz 1 Ziffer 2. Der Betrag des Restbetrags des Zuschusses wird auf der Grundlage der Abrechnung der angefallenen beihilfefähigen Kosten gemäß Absatz 1 Ziffer 1 berechnet, nach Abzug des Vorschusses, der dem Antragsteller bereits gemäß Artikel 52 ausgezahlt wurde.

#### KAPITEL 5 — Kontrolle und Rückzahlung des Zuschusses

**Art. 55** - Die Agentur kann jederzeit und innerhalb eines Zeitraums von höchstens zehn Jahren ab dem Datum der Auszahlung des Zuschusses durch die Agentur die Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses oder die in Artikel 54 genannten Unterlagen überprüfen und den Antragsteller auffordern, ihr innerhalb eines Monats auf elektronischem Weg nach den von ihr festgelegten und auf ihrer Website veröffentlichten Modalitäten Folgendes zu übermitteln:

- 1° die auf den Namen des Antragstellers erstellten und in dessen Buchführung erfassten detaillierten Rechnungen in Bezug auf die bezuschussten Initiativen;
- 2° die Bankkontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen des Antragstellers, auf denen die Identität des Antragstellers als Auftraggeber deutlich angegeben ist;
- 3° jedes sonstige von der Agentur verlangte Dokument.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 sind Zahlungen in bar oder durch Gegenleistung mit Gütern oder Dienstleistungen nicht zulässig. Die Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen nach Absatz 1 Ziffer 2 sind die einzigen Zahlungsbelege, die von der Agentur angenommen werden.

Nachdem die Agentur die vollständigen Belege untersucht hat, richtet sie eine Mitteilung auf elektronischem Weg an den Antragsteller, um ihm mitzuteilen, ob er beweiskräftige Dokumente übermittelt hat oder nicht, und ob alle in vorliegendem Erlass genannten Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses eingehalten worden sind.

Wenn der Antragsteller der Aufforderung der Agentur nicht nachgekommen ist, wird ihm eine Mahnung auf elektronischem Weg zugeschickt. Wenn der Antragsteller dieser Mahnung nicht nachkommt, wird ihm einen Monat nach der ersten Mahnung eine zweite Mahnung per E-Mail zugesandt.

**Art. 56** - Der Antragsteller erstattet der Agentur den Teil des erhaltenen Zuschusses zurück, der den durch die akzeptierten Belege gerechtfertigten Betrag übersteigt.

Darüber hinaus zahlt der Antragsteller der Agentur den gesamten erhaltenen Zuschuss zurück, wenn er:

- 1° sich in einer der Situationen befindet, die in Artikel 61 Absatz 1 Ziffer 5 Buchstaben a) bis c) des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten genannt werden;
- 2° den beiden in Artikel 55 Absatz 4 genannten Mahnungen keine Folge geleistet hat;
- 3° die in Artikel 54 erwähnten Unterlagen nicht fristgerecht übermittelt hat;
- 4° seine Tätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region nicht während einer Dauer von drei Jahren nach dem Datum der Gewährung des Zuschusses aufrechterhält;

- 5° unbeschadet einer eventuellen Strafverfolgung den Zuschuss erhalten oder behalten hat, indem er wissentlich falsche oder unvollständige Angaben mitgeteilt hat.

Die Agentur richtet einen Einschreibebrief an den Antragsteller, in dem die Erstattungsmodalitäten angeführt sind. Wenn der Antragsteller den Zuschuss nicht erstattet, erhebt die Agentur Klage.

**Art. 57** - Dem Antragsteller, der sich in mindestens einer der in Artikel 56 angeführten Situationen befindet, wird jeder neue Zuschuss der Agentur untersagt und er wird von jeder Dienstleistung der Agentur ausgeschlossen, solange er den betroffenen Zuschuss nicht erstattet.

Die Agentur kann außerdem beschließen, dass der Antragsteller während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Datum der Erstattung des betroffenen Zuschusses oder Vorschusses bei der Agentur keinen Zuschuss beantragen darf, wenn:

- 1° die Rückzahlung des Zuschusses auf Artikel 56 Absatz 2 Ziffer 5 beruht, oder  
2° der Antragsteller bereits zuvor in Bezug auf einen anderen Bezuschussungsantrag Gegenstand mindestens eines Rückerstattungsverfahrens war, das auf einer der in Artikel 56 Absatz 2 Ziffern 1 bis 4 genannten Hypothesen beruht.

#### KAPITEL 6 — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 58** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 wird aufgehoben.

**Art. 59** - Die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 gelten weiterhin für die in Anwendung dieses Erlasses gestellten Anträge und getroffenen Entscheidungen.

**Art. 60** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Dezember 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

#### Anhang

#### Liste der geltenden Höchstbeträge der Bezuschussung für die Unterstützung der Niederlassung außerhalb der Europäischen Union

##### KAPITEL 1 — Höchstbeträge für individuelle und kollektive Handelsvertretungen

Geografisches Gebiet	Höchstbeträge der Bezuschussung für eine Nutzungsdauer von 12 Monaten (der Höchstbetrag wird im Verhältnis zur tatsächlichen Dauer der Nutzungsdauer gekürzt, wenn diese weniger als 12 Monate beträgt)
EUROPA AUSSER EU <sup>1</sup>	50.000 €
NORDISCHE LÄNDER AUSSER EU & SCHWEIZ	60.000 €
MITTELEUROPÄISCHE LÄNDER AUSSERHALB DER EU	55.000 €
OSTEUROPÄISCHE LÄNDER AUSSERHALB DER EU	65.000 €
NORDAFRIKA	30.000 €
AFRIKANISCHE LÄNDER SÜDLICH DER SAHARA	40.000 €
NORDAMERIKA (außer Mexiko)	60.000 €
ZENTRAL- UND SÜDAMERIKA (einschließlich Mexiko)	45.000 €
NAHER OSTEN	50.000 €
MITTLERER OSTEN (PERSISCH-ARABISCHER GOLF)	65.000 €
ASEAN	60.000 €
ASIEN <sup>2</sup>	65.000 €
CHINA	80.000 €
OZEANIEN	70.000 €

(1) mit Ausnahme der nordischen Länder außerhalb der EU, der mittel- und osteuropäischen Länder außerhalb der EU und der Schweiz

(2) außerhalb der ASEAN-Staaten und Chinas

KAPITEL 2 — *Höchstbeträge für Inkubatoren, Business Center, Gründerzentren gemeinsam genutzte Arbeitsbereiche mit einer Aufnahme- und Betreuungsstruktur*

Geografisches Gebiet	Vierteljährliche Höchstbeträge der Bezuschussung (erste drei aufeinanderfolgende Monate)	Monatliche Höchstbeträge der Bezuschussung nach den ersten 3 Monaten
EUROPA AUSSER EU (1)	10.000 €	3.350 €
NORDISCHE LÄNDER AUSSER EU & SCHWEIZ	12.000 €	4.000 €
MITTELEUROPAISCHE LÄNDER AUSSERHALB DER EU	11.000 €	3.725 €
OSTEUROPAISCHE LÄNDER AUSSERHALB DER EU	13.000 €	4.350 €
NORDAFRIKA	6.000 €	2.000 €
AFRIKANISCHE LÄNDER SÜDLICH DER SAHARA	8.000 €	2.275 €
NORDAMERIKA (außer Mexiko)	12.000 €	4.000 €
ZENTRAL- UND SÜDAMERIKA (einschließlich Mexiko)	9.000 €	3.000 €
NAHER OSTEN	10.000 €	3.350 €
MITTLERER OSTEN (PERSISCH-ARABISCHER GOLF)	13.000 €	4.350 €
ASEAN	12.000 €	4.000 €
ASIEN (2)	13.000 €	4.350 €
CHINA	16.000 €	5.350 €
OZEANIEN	14.000 €	4.725 €

(1) mit Ausnahme der nordischen Länder außerhalb der EU, der mittel- und osteuropäischen Länder außerhalb der EU und der Schweiz

(2) außerhalb der ASEAN-Staaten und Chinas

KAPITEL 3 — *Verteilung der Länder nach geografischen Gebieten für die Anwendung der Höchstbeträge für Handelsvertretungen außerhalb der EU*

GEBIETE	LÄNDER
<b>Europa außer EU</b>	Türkei, Vereinigtes Königreich
<b>Nordische Länder &amp; Schweiz</b>	Dänemark, Finnland, Island, Norwegen, Schweden, Schweiz
<b>Mitteuropäische Länder außerhalb der EU</b>	Albanien, Bosnien und Herzegowina, Kosovo, Nordmakedonien, Montenegro, Serbien
<b>Osteuropäische Länder außerhalb der EU</b>	Belarus, Moldavien, Russland, Ukraine
<b>Nordafrika</b>	Algerien, Ägypten, Libyen, Marokko, Tunesien, Westsahara
<b>Afrikanische Länder südlich der Sahara</b>	Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Kamerun, Kap Verde, Zentralafrikanische Republik, Komoren, Kongo (Brazzaville), Kongo (DRK), Côte d'Ivoire, Dschibuti, Eritrea, Äquatorialguinea, Äthiopien, Gabun, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Kamerun, Kenia, Lesotho, Liberia, Madagaskar, Malawi, Südafrika, Komoren, Mali, Mauritius, Mauretanien, Mosambik, Namibia, Niger, Nigeria, Uganda, Ruanda, São Tomé und Príncipe, Senegal, Seychellen, Sierra Leone, Somalia, Sudan, Südsudan, Swasiland, Tansania, Tschad, Togo, Sambia, Simbabwe
<b>Nordamerika</b>	Kanada, Vereinigte Staaten
<b>Zentral- und Südamerika</b>	Antigua und Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Kanada, Costa Rica, Kuba, Dominica, USA, Grenada, Guatemala, Haiti, Honduras, Jamaika, Mexiko, Nicaragua, Panama, Puerto Rico, Dominikanische Republik, St. Kitts und Nevis, St. Lucia, St. Vincent und die Grenadinen, El Salvador, Trinidad und Tobago, Argentinien, Bolivien, Brasilien, Chile, Kolumbien, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru, Surinam, Uruguay, Venezuela
<b>Naher Osten</b>	Israel, Jordanien, Libanon, Syrien, Palästinensische Gebiete



GEBIETE	LÄNDER
Mittlerer Osten	Armenien, Aserbajdsjan, Bahrain, Georgien, Saudi-Arabien, Vereinigte Arabische Emirate, Irak, Iran, Kuwait, Oman, Katar, Jemen
Asean	Brunei, Kambodscha, Indonesien, Laos, Malaysia, Myanmar/Burma, Philippinen, Singapur, Thailand, Vietnam
Asien	Afghanistan, Bangladesch, Bhutan, Nordkorea, Südkorea, Indien, Japan, Kasachstan, Kirgisistan, Malediven, Mongolei, Myanmar/Birma, Usbekistan, Pakistan, Sri Lanka, Tadschikistan, Taiwan, Osttimor, Turkmenistan
Ozeanien	Australien, Föderierte Staaten von Mikronesien, Fidschi, Hawaii, Cookinseln, Marshallinseln, Kiribati, Nauru, Niue, Neukaledonien, Neuseeland, Palau, Papua-Neuguinea, Französisch-Polynesien, Salomonen, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2023 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen beigefügt zu werden  
Namur, den 14. Dezember 2023.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/002439]

#### 14 DECEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), artikel 2, eerste lid, 2°, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, en vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers", gegeven op 24 april 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 juni 2023 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2023;

Gelet op het rapport van 9 juni 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het standaardadvies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 maart 2023;

Gelet op advies 74.628/2 van de Raad van State, gegeven op 21 november 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 1548 van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 4 september 2023;

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° de onderneming: elke entiteit, ongeacht de rechtsvorm ervan, die een economische activiteit uitoefent, waarbij aangemerkt wordt dat overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van 18 december 2013, alle entiteiten die onder de zeggenschap staan van dezelfde entiteit, als één onderneming dienen te worden beschouwd;
- 2° starter: elke onderneming die ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen sedert minder dan vijf jaar op het moment van de indiening van de aanvraag om toelagen gegrond op dit besluit;
- 3° de KMO: elke onderneming die minder dan 250 personen tewerkstelt en waarvan de jaarlijkse omzet niet hoger is dan 50 miljoen euro en waarvan het totaal van de jaarlijkse balans niet hoger is dan 43 miljoen euro. De eventuele berekeningen van die gegevens volgen de modaliteiten bedoeld in bijlage I bij Verordening (EG) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard;
- 4° de Minister: het lid van de Waalse Regering bevoegd voor Buitenlandse Handel;
- 5° het Agentschap: het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings;

- 6° de aanvrager : de onderneming die een toelageaanvraag gegrond op dit besluit ingediend heeft;
- 7° het project op internationaal vlak : de strategie gevolgd door de aanvrager om zijn internationale ontwikkeling te bevorderen;
- 8° het initiatief: de praktische uitvoering van het internationale project van de aanvrager;
- 9° de toelaatbare kosten : het geheel van de kosten die door de aanvrager rechtstreeks gemaakt worden en die geheel of gedeeltelijk kunnen worden gedekt door een toelagegegrond op dit besluit; deze kosten worden altijd exclusief BTW of andere belastingen of kortingen in aanmerking genomen;
- 10° de maturiteitsdiagnose op vlak van internationalisering: de digitale klantsegmentatietool ontwikkeld door het Agentschap om de maturiteit van Waalse ondernemingen te bepalen in hun internationaliseringsaanpak met betrekking tot de volgende thema's:
- a) de positionering van het product of de dienst ten opzichte van de binnenlandse markt ;
  - b) het internationaliseringsproject;
  - c) de commerciële ontwikkeling;
  - d) de digitale rijpheid ;
  - e) de productiemiddelen ;
  - f) de financiële draagkracht ;
  - g) de capaciteit inzake human resources ;
  - h) de logistieke capaciteit ;
  - i) de inoverwegingname van juridische en regelgevingsaspecten ;
  - j) innovatie en onderzoek en ontwikkeling ;
  - k) aandacht voor maatschappelijk verantwoord ondernemen en duurzame ontwikkeling;
- 11° onderneming met een hoog internationaliseringspotentieel: een onderneming die op de dag van de indiening van de subsidieaanvraag :
- a) ten minste drie jaar ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
  - b) over een hoofdzetel in het Waalse Gewest beschikt;
  - c) innovatieve productiemethoden, producten of diensten ontwikkelt of toepast;
  - d) ten minste acht voltijdsequivalente werknemers heeft en in de afgelopen drie jaar is gegroeid;
  - e) over de drie boekjaren voorafgaand aan het jaar waarin de toelage-aanvraag wordt ingediend een omzetstijging van ten minste 20% heeft gerealiseerd;
  - f) in de drie boekjaren voorafgaand aan het jaar waarin de toelage-aanvraag wordt ingediend, een internationale omzet heeft behaald die ten minste tien procent van haar totale omzet bedraagt;
  - g) een financieel plan heeft dat aantoont dat het de financiële behoeften en risico's beheert en specifieke financiële middelen toewijst voor internationale groei;
  - h) al minstens twee jaar prospectie of marketing doet in ten minste één vreemd land;
  - i) de haalbaarheid van een exportbedrijfsmodel op ten minste één buitenlandse markt en de replicerbaarheid ervan op andere buitenlandse markten heeft gevalideerd;
  - j) een internationale strategie heeft die ten minste drie jaar bestrijkt vanaf de datum van indiening van de subsidieaanvraag;
  - k) overwegingen over duurzame ontwikkeling met betrekking tot milieu- en sociale aspecten integreert in de manier waarop het bedrijf werkt of in zijn producten en diensten;
- 12° de nieuwe markt: de buitenlandse markt waarop de aanvrager minder dan twintig procent van zijn exportomzet realiseert of waarop hij een omzetverlies van twintig procent van zijn exportomzet heeft geleden in het jaar voorafgaand aan het jaar van indiening van zijn subsidieaanvraag;
- 13° nieuw product of nieuwe dienst: een product of dienst bestemd voor nieuwe marktsegmenten of die het aanbod van de onderneming uitbreidt door middel van een nieuwe technologie of nieuwe productie- of marketingprocessen;
- 14° fysieke beurs, tentoonstelling, congres of conferentie: een beurs, tentoonstelling, congres of conferentie die plaatsvindt op een specifieke fysieke locatie en fysieke verplaatsing van deelnemers en bezoekers vereist;
- 15° virtuele beurs, tentoonstelling, congres of conferentie: een beurs, tentoonstelling, congres of conferentie die plaatsvindt via internet en geen fysieke verplaatsing van deelnemers en bezoekers vereist;
- 16° hybride beurs, tentoonstelling, congres of conferentie: een beurs, tentoonstelling, congres of conferentie die zowel fysiek als virtueel is;
- 17° Verordening (EU) nr. 1407/2013 van 18 december 2013: Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun of de vervangende norm;
- 18° het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015: het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun aan de landbouw, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2023

**Art. 2.** De subsidies bedoeld bij dit besluit vallen onder Verordening 1407/2013 van 18 december 2013.

Ze vormen een aanvulling op de andere steunregelingen van het Agentschap.

*HOOFDSTUK 2. — Gemeenschappelijke voorwaarden voor de subsidies*

**Art. 3.** De in dit besluit bedoelde toelagen zijn voorbehouden voor subsidiabele initiatieven die gericht zijn op de ontwikkeling van activiteiten die op internationaal vlak worden uitgeoefend.

Ze worden binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleend.

**Art. 4.** In zijn aanvraag voor een toelage beschrijft de aanvrager het desbetreffende initiatief dat noodzakelijkerwijs deel moet uitmaken van zijn project op internationaal vlak.

Het initiatief en het project op internationaal vlak stemmen overeen met de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de beroepssector van de aanvrager met inbegrip van de eventuele deontologische regels.

**Art. 5.** Om voor de toelage in aanmerking te komen, wordt het initiatief van de aanvrager niet vóór de indiening van de aanvraag uitgevoerd. Zodra de indiening plaatsgevonden heeft en indien de aanvrager zijn project onmiddellijk uitvoert en als de aangevraagde toelage hem eindelijk geweigerd wordt, betaalt hij alleen de kosten gebonden aan die uitvoering.

**Art. 6.** De subsidieplafonds en de termijnen en perioden worden bepaald per entiteit met een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO), onverminderd de naleving door de aanvrager van de subsidieplafonds en perioden die per enige onderneming bedoeld zijn bij Verordening (EU) nr. 1407/2013 van 18 december 2013.

Bijgevolg wordt het gevraagde toelagebedrag verminderd met het beschikbare saldo onder het toegestane plafond of wordt het geweigerd indien de toekenning ervan ertoe leidt dat de aanvrager ofwel de maximumbedragen van de toelagen van het Agentschap overschrijdt ofwel de maximumbedragen van de toelagen bedoeld in Verordening (EU) nr. 1407/2013 van 18 december 2013, overschrijdt.

**Art. 7.** Het recht om een subsidie te ontvangen wordt slechts aan de aanvrager toegekend indien de volgende voorwaarden worden vervuld:

- 1° de subsidieaanvraag wordt aanvaard overeenkomstig dit besluit;
- 2° het Agentschap heeft de aanvrager een afrekeningsbrief gestuurd met het definitieve bedrag van de gevraagde toelage, waarbij met name rekening is gehouden met de naleving van de toekenningsvoorwaarden, de toepasselijke maxima, de schuldvorderingsverklaring van de aanvrager of de bewijsstukken.

**Art. 8.** Om in aanmerking te komen voor subsidies moet de aanvrager:

- 1° een onderneming zijn met een actieve status bij de Kruispuntbank der Ondernemingen;
- 2° een hoofdzetel in het Waalse Gewest hebben;
- 3° met een "actief" statuut in de databank van de ondernemingen als cliënt van het Agentschap worden geregistreerd of daar een aanvraag tot registratie indienen;
- 4° een concreet en gestructureerd project op internationaal vlak hebben dat indien het tot een goed einde gebracht wordt, een meerwaarde voor de Waalse economie creëert, met name in termen van werkgelegenheidscreatie- of handhaving in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest, of in termen van innovatie;
- 5° aan de wetbepalingen voldoen die zijn activiteit regelen, en aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen, alsook aan de deontologische code of het huishoudelijk reglement dat op zijn beroep van toepassing is;
- 6° zijn maturiteitsdiagnose internationalisering afgerond hebben en een minimumscore gekregen hebben van :
  - a) dertig procent voor de subsidie bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 1;
  - a) vijftig procent voor de subsidies bedoeld in hoofdstuk 3, afdelingen 2 tot 4.

De bedrijfszetel bedoeld in lid 1, 2°, is elke inrichting of activiteitencentrum met een bepaald stabiliteitskarakter. De hoofdbedrijfszetel is de zetel die binnen het geheel van de onderneming van de aanvrager, het grootste aantal werknemers tewerkstelt.

Het Agentschap waardeert het realistische karakter van deze toegevoegde waarde voor de Waalse economie bedoeld in lid 1, 4° Onderzoek en ontwikkeling, intellectuele eigendom, omzet, werkgelegenheid en directe investeringen in Wallonië, alsook hun respectieve groei, worden in aanmerking genomen bij de voortdurende evaluatie van de toegevoegde waarde in Wallonië. De door de steunaanvrager gegenereerde toegevoegde waarde wordt als eerste element beschouwd en de toegevoegde waarde van Waalse onderaannemers als tweede.

Aanvragers die op het ogenblik van de registratie, vermeld in het eerste lid, 3°, geen maturiteitsdiagnose hebben uitgevoerd overeenkomstig het eerste lid, 6°, worden door het Agentschap verzocht dit te doen bij het indienen van hun subsidieaanvraag. De maturiteitsdiagnose wordt uitgevoerd via een afspraak in een regionaal AWEX-centrum. Naast het achterhalen van de score van het bedrijf, maakt dit het mogelijk om het bedrijf te registreren in de software voor relatiebeheer van het Agentschap en om de algemene voorwaarden voor toegang tot AWEX-diensten te ondertekenen, waardoor aanvragen voor stimuleringsmaatregelen via een digitaal bedrijvenportaal kunnen worden ingediend.

**Art. 9.** Komen niet in aanmerking voor subsidies:

- 1° ondernemingen die eisbare bedragen verschuldigd zijn ten opzichte van het Agentschap;
- 2° handelsvestigingen met een buurtkarakter;
- 3° holdings;
- 4° entiteiten die gehuisvest zijn in een structuur die de ontwikkeling van de economische activiteiten in het Waalse Gewest ondersteunt en die haar ondernemingsnummer ter beschikking stelt van de gehuisveste entiteit;
- 5° bureaus of huizen voor toerisme, of toeristische diensten;
- 6° ondernemingen in vereffening, faillissement of stopzetting van de activiteiten, met inbegrip van de gerechtelijke herorganisatieprocedure, ongeacht het stadium van de procedure voor de toekenning van toelagen in het kader van dit besluit;
- 7° groeperingen van ondernemingen, federaties of gemengde kamers van koophandel waarvan de steun wordt geregeld door het besluit van de Waalse Regering betreffende de ondersteuning van de internationalisering van groeperingen van ondernemingen, gemengde kamers van koophandel en hun leden.

In lid 1, 1°, mag er geen compensatie worden verricht tussen de schulden van de aanvrager tegenover het Agentschap en een in dit besluit bedoelde toelage

**Art. 10.** De aanvrager kan geen toelagen bedoeld bij dit besluit verkrijgen als hij de voorwaarden bedoeld bij Verordening (EU) nr. 1407/2013 van 18 december 2013 niet in acht neemt.

**Art. 11.** Er mag geen toelage toegekend worden indien de aanvrager van plan is over te gaan tot een gedeeltelijke of gehele delocalisatie van zijn activiteit naar het buitenland, wat een vermindering of een stopzetting van activiteiten in het Waalse Gewest als gevolg zou hebben.

De aanvrager zet zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest voort gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van betaling van de toelage.

**Art. 12.** Als de aanvrager meer dan één bedrijfsvestiging heeft, wordt de subsidie verlaagd naar rato van de omzet van de Waalse bedrijfsvestiging ten opzichte van de omzet van alle activiteiten van de aanvrager.

**Art. 13.** Subsidies dekken niet :

- 1° de belasting over de toegevoegde waarde;
- 2° de betaling van de diensten die door de werknemers van de aanvrager of door andere leden van zijn onderneming worden geleverd;
- 3° de betaling van producten of diensten die de aanvrager aan zijn eigen klanten verkoopt;
- 4° kosten die in rekening worden gebracht door leveranciers of dienstverleners die een juridische, financiële, functionele of structurele band met de aanvrager hebben;
- 5° normale en terugkerende werkingsuitgaven van de aanvrager;
- 6° kosten die in contanten worden betaald of door middel van een vergoeding die voortvloeit uit de levering van goederen of diensten;
- 7° uitgaven die door de aanvrager aan derden doorgefactureerd werden;
- 8° uitgaven met een weelderig karakter;
- 9° kosten die rechtstreeks verband houden met de uitgevoerde hoeveelheden;
- 10° kosten voor het opzetten en exploiteren van een distributienetwerk in het buitenland of andere lopende uitgaven in verband met de exportactiviteit ;
- 11° de kosten waarvoor de aanvrager bij het Agentschap of een ander overheidsorgaan, instelling of overheid subsidies of financiering wil aanvragen, aan het aanvragen is of heeft verkregen;
- 12° kosten die zijn gemaakt vóór de datum van indiening van de subsidieaanvraag bedoeld in dit besluit.

De band vermeld in paragraaf 1, 4°, is van dien aard dat hij de eiser in staat stelt om de door de leverancier of dienstverlener gefactureerde kosten geheel of gedeeltelijk te compenseren of terug te vorderen, op welke manier dan ook.

De in lid 1, 8°, bedoelde uitgaven van weelderige aard zijn uitgaven voor overbodige of luxueuze zaken.

**Art. 14.** Als de subsidiabele kosten van de subsidie betrekking hebben op reis- en verblijfkosten in het buitenland, zijn deze subsidiabele kosten forfaitair. De Minister stelt een vast tarief vast voor reis- en verblijfkosten in elk van de geografische gebieden die hij bepaalt. Dit (of deze) forfaitaire bedrag(en) wordt(worden) dan op de website van het Agentschap bekendgemaakt.

Als de subsidiabele kosten van de subsidie betrekking hebben op reis- en verblijfkosten in het buitenland, worden deze subsidiabele kosten forfaitair gemaakt. De Minister stelt een vast tarief vast voor reis- en verblijfkosten in elk van de geografische gebieden die hij bepaalt. Dit (of deze) forfaitaire bedrag(en) wordt(worden) dan op de website van het Agentschap bekendgemaakt.

In afwijking van lid 1<sup>er</sup>, zijn de subsidiabele kosten van de subsidie met betrekking tot reis- en verblijfkosten, wanneer de reis en het verblijf in het buitenland niet plaatsvinden vanuit België of een buurland van België, de werkelijk door de aanvrager gemaakte reis- en verblijfkosten en beperkt tot de volgende posten:

- 1° reiskosten economy class ;
- 2° huisvestingskosten;
- 3° maaltijdkosten;
- 4° de interne verplaatsingskosten die nodig zijn om het gesubsidieerde initiatief uit te voeren.

De Minister kan evenwel een maximum vaststellen voor het bedrag van de subsidiabele kosten met betrekking tot de uitgaven, vermeld in paragraaf 3, 1° tot 4°.

**Art. 15.** Elke toelage die krachtens dit besluit wordt toegekend, staat vermeld in de jaarrekeningen van de aanvrager.

### HOOFDSTUK 3. — *Specifieke voorwaarden voor de subsidies*

#### *Afdeling 1. — Specifieke voorwaarden voor het communicatiemedium*

**Art. 16.** Aan de aanvrager kan een subsidie van maximaal 5.000 euro worden toegekend ter dekking van een deel van de in deze afdeling bedoelde subsidiabele kosten die worden gemaakt gedurende een periode van maximaal twaalf maanden vanaf de datum van de in artikel 50 bedoelde kennisgeving.

**Art. 17.** De subsidie bedoeld in deze afdeling, dekt 50% van de subsidiabele kosten.

Wanneer de aanvrager een jonge onderneming is, wordt het in lid 1 genoemde percentage verhoogd tot zestig procent.

**Art. 18.** De subsidiabele kosten zijn de communicatie- en promotiekosten in verband met de lancering van een nieuw product of een nieuwe dienst door de aanvrager op een buitenlandse markt of in verband met de lancering van een bestaand product of een bestaande dienst door de aanvrager op een nieuwe buitenlandse markt, en die betrekking hebben op de volgende initiatieven:

- 1° het ontwerpen, produceren en vertalen van papieren of digitale brochures en video's;
- 2° reclame in periodieke papieren of digitale vaktijdschriften die in het buitenland worden gepubliceerd of op buitenlandse vakportalen;
- 3° de aankoop van lijsten van buitenlandse elektronische adressen ;
- 4° het opstellen en verzenden van e-mails door een specialist in internetmarketing;

- 5° de aankoop van e-mailing-kredieten;
- 6° callcenterdiensten voor oproepen in het buitenland;
- 7° het verwezenlijken van webinars door een specialist in internetmarketing ten behoeve van een buitenlands publiek;
- 8° internationale verwijzing op zoekmachines door een externe internetmarketingspecialist;
- 9° de aankoop van advertenties en internationale verwijzingen op zoekmachines, sociale netwerken en internationale e-commerceplatforms;
- 10° diensten verleend door online influencers en opinieleiders om de producten of diensten van de aanvrager te promoten;
- 11° diensten van externe digitale marketeers voor het beheer van internationale bedrijfsprofielen op sociale netwerken;
- 12° het beheer, door een externe dienstverlener, van de marketingactiviteiten van de onderneming gedurende een bepaalde periode voor rekening van de aanvrager;
- 13° het opstellen van een operations management rapport door een externe digital marketingspecialist en het opleiden van het bedrijf van de aanvrager in zijn eigen beheer;
- 14° het ontwerp en de lay-out van de bedrijfspagina van de aanvrager op een internationaal e-commerce platform en de producten die daar worden getoond;
- 15° het tonen van bepaalde producten van de aanvrager in een virtuele etalage op de startpagina van een internationaal e-commerce platform;
- 16° de creatie van inhoud, visuals, video- en audioclips om de producten of diensten van de aanvrager te promoten op een internationaal e-commerce platform;
- 17° het beheer, door een externe dienstverlener, van de account en bedrijfspagina van de aanvrager op een internationaal e-commerce platform;
- 18° het abonnement op een buitenlands persbureau ;
- 19° registratie op internationale onlineplatforms die verbonden zijn aan handelsbeurzen of tentoonstellingen die in het buitenland worden georganiseerd.

In het eerste lid, 10°, wordt verstaan onder:

- 1° on line influencer: een natuurlijke of rechtspersoon die het consumentengedrag kan beïnvloeden door zijn positie, status of bekendheid op het internet;
- 2° opinieleider: een natuurlijke persoon of rechtspersoon die door zijn of haar bekendheid of sociale of beroepsactiviteit de meningen of handelingen van een groot aantal personen kan beïnvloeden.

In het eerste lid, 9°, 14°, 15°, 16°, 17° en 19° is een on line platform dat zich specifiek richt op het buitenland geen internationaal onlineplatform.

**Art. 19.** De aanvrager kiest vrij de dienstverleners die diensten leveren voor de diensten bedoeld in artikel 18. Die dienstverleners zijn professionals die geen deel uitmaken van de onderneming van de aanvrager.

**Art. 20.** De op de communicatiedrager voorgestelde producten of diensten worden in het Waalse Gewest vervaardigd of ontwikkeld.

#### *Afdeling 2. — Specifieke voorwaarden voor het communicatiemedium voor prospectie*

**Art. 21.** Aan de aanvrager kan een subsidie worden toegekend ter dekking van een deel van de in deze afdeling bedoelde subsidiabele kosten die worden gemaakt gedurende een periode van twaalf maanden vanaf de datum van de in artikel 50 bedoelde kennisgeving.

Het maximumbedrag van de subsidie, bedoeld in deze afdeling, wordt vastgesteld op basis van het aantal deelnames door de aanvrager, in de periode van twaalf maanden, bedoeld in het eerste lid, aan fysieke of hybride salons of tentoonstellingen van professionele en internationale aard die in het buitenland worden georganiseerd. Het bedrag is gelijk aan:

- 1° 15.000 euro als de aanvrager deelneemt aan ten minste drie salons of tentoonstellingen;
- 2° 10.000 euro als de aanvrager deelneemt aan ten minste twee salons of tentoonstellingen;
- 3° 8.000 euro als de aanvrager deelneemt aan ten minste één salon of tentoonstelling;
- 4° 6.000 euro als de aanvrager deelneemt aan geen enkel salon of geen enkele tentoonstelling.

De deelname aan evenementen of collectieve standen georganiseerd door het Agentschap of door een operator die een openbare tegemoetkoming voor dezelfde manifestatie geniet, komen niet in aanmerking.

**Art. 22.** De subsidie bedoeld in deze afdeling, dekt 50% van de subsidiabele kosten.

Wanneer de aanvrager een jonge onderneming is, wordt het in lid 1 genoemde percentage verhoogd tot zestig procent.

**Art. 23.** Onverminderd de beperkingen bedoeld in deze afdeling zijn de subsidiabele kosten de prospectiekosten in verband met de lancering van een nieuw product of een nieuwe dienst door de aanvrager op een buitenlandse markt of in verband met de lancering van een bestaand product of een bestaande dienst door de aanvrager op een nieuwe buitenlandse markt, en die betrekking hebben op de volgende initiatieven:

- 1° de aankoop van buitenlandse marktonderzoeken;
- 2° het bezoeken van en deelnemen aan fysieke, virtuele en hybride salons en tentoonstellingen van professionele en internationale aard die in het buitenland worden georganiseerd;
- 3° de deelname aan seminaries, conferenties en andere fysieke, virtuele en hybride evenementen van professionele en internationale aard die in het buitenland worden georganiseerd en waarbij sprake is van betalende inschrijvingen en spreekbeurten die de actieve promotie van de producten of diensten van de aanvrager mogelijk maken;



- 4° de prospectiereizen naar nieuwe markten buiten de Europese Unie of, indien de aanvrager enkel een jongeonderneming is, naar nieuwe markten binnen en buiten de Europese Unie;
- 5° het uitnodigen van prospects in België of in het buitenland, gevestigd buiten de Europese Unie of, indien de aanvrager enkel een jonge onderneming is, gevestigd in de Europese Unie of buiten de Europese Unie, om de zetel van de onderneming van de aanvrager of de door haar uitgevoerde projecten voor te stellen, met uitsluiting van uitnodigingen aan partners waarbij de aanvrager op enigerlei wijze betrokken is in het beheer of de controle ;
- 6° het ontwerp van etikettering en merking, de naleving van normen en de registratie van merken voor de producten van de aanvrager.

**Art. 24.** De subsidiabele kosten met betrekking tot de initiatieven bedoeld in artikel 23, eerste lid, 2°, zijn beperkt tot de volgende kosten:

- 1° het inschrijvingsgeld voor het salon of de tentoonstelling;
- 2° de reis- en verblijfskosten voor maximaal twee afgevaardigden van de aanvrager voor de duur van het salon of de tentoonstelling ;
- 3° de kosten voor het huren van de oppervlakte van de stand die aangerekend worden door de organisator van de beurs of salon;
- 4° de kosten voor de montage en demontage van de stand, aangerekend door gespecialiseerde professionele bedrijven;
- 5° standinrichtingskosten aangerekend door de organisator van het salon of de tentoonstelling, of door gespecialiseerde professionele bedrijven, met betrekking tot huur van meubilair, elektrische installatie, verlichting en vloerbedekking, met uitsluiting van alle kosten met betrekking tot de aankoop van roerende of onroerende goederen;
- 6° de kosten voor het verzenden van tentoonstellingsmateriaal die niet onderworpen zijn aan handelstransacties en die teruggestuurd worden naar het Waalse Gewest, voor zover het vervoer wordt uitgevoerd door een derde professionele vervoersonderneming;
- 7° kosten verbonden aan het demonstreren of testen van toestellen en machines van de aanvrager bij prospects als onderdeel van het evenement.

**Art. 25.** De subsidiabele kosten met betrekking tot de initiatieven bedoeld in artikel 23, eerste lid, 3°, zijn beperkt tot de volgende kosten:

- 1° het inschrijvingsgeld van de aanvrager voor de seminar, de conferentie of het evenement;
- 2° de reis- en verblijfskosten voor maximaal twee afgevaardigden van de aanvrager voor de gehele duur van de seminar, de conferentie of het evenement;
- 3° de kosten voor het verzenden van tentoonstellingsmateriaal die niet onderworpen zijn aan handelstransacties en die teruggestuurd worden naar het Waalse Gewest, voor zover het vervoer wordt uitgevoerd door een derde professionele vervoersonderneming;
- 4° kosten verbonden aan het demonstreren of testen van toestellen en machines van de aanvrager bij prospects als onderdeel van de seminar, de conferentie of het evenement.

**Art. 26.** De salons, vakbeurzen, seminars, conferenties en andere professionele en internationale evenementen die in het buitenland worden georganiseerd en onder deze afdelingvallen, worden door de aanvrager gekozen.

De deelname aan de evenementen bedoeld in deze afdeling gebeurt op individuele basis:

- 1° onder eigen naam de aanvrager;
- 2° onder de handelsnaam van de aanvrager of van zijn producten en diensten;
- 3° onder het op naam van de aanvrager wettelijk geregistreerde handelsmerk.

Indien de aanvrager geen individuele stand kan verkrijgen of een stand wenst te delen met andere deelnemers, kan hij een toelageaanvraag indienen, op voorwaarde dat hij de organisator alle informatie verstrekt over de huur van de stand en over de doorberekening en de overname van zijn deel van de kosten, waarbij enkel dat aandeel in de kosten als toelaatbaar in aanmerking komt.

Bijgevolg mag de aanvrager die namens zijn agent, zijn invoerder of zijn moederonderneming of buitenlandse dochterondernemingen aan beurzen deelneemt, niet in aanmerking komen voor een in deze afdeling bedoelde toelage.

In het geval van terugtrekking of annulering van de deelname van de aanvrager aan het evenement, worden de door de aanvrager gemaakte kosten niet gedekt door de in deze afdeling bedoelde subsidie.

**Art. 27.** De subsidiabele kosten met betrekking tot de initiatieven bedoeld in artikel 23, eerste lid, 4°, zijn beperkt tot de reis- en verblijfskosten in het kader van maximaal vier prospectiereizen per land.

**Art. 28.** De subsidiabele kosten met betrekking tot de initiatieven bedoeld in artikel 23, eerste lid, 5°, zijn beperkt tot de reis- en verblijfskosten gemaakt in het kader van maximaal drie uitnodigingen voor prospectiereizen in België en in het buitenland.

### *Afdeling 3. — Specifieke voorwaarden voor steun voor vestiging buiten de Europese Unie*

**Art. 29.** Aan de aanvrager kan een subsidie worden toegekend ter dekking van een deel van de in deze afdeling bedoelde subsidiabele kosten die worden gemaakt gedurende een periode van twaalf maanden vanaf de datum van de in artikel 50 bedoelde kennisgeving.

**Art. 30.** Het maximumbedrag van de subsidie, bedoeld in deze afdeling, wordt vastgesteld op basis van het geografisch gebied dat wordt bestreken door het initiatief van de aanvrager om het bedrijf op te zetten en op basis van de tijd dat de aanvrager de vestiging in gebruik heeft. Dat bedrag wordt bepaald aan de hand van het formulier opgenomen in de bijlage

**Art. 31.** De subsidie bedoeld in deze afdeling, dekt 50% van de subsidiabele kosten.

Wanneer de aanvrager een jonge onderneming is, wordt het in lid 1 genoemde percentage verhoogd tot zestig procent.

**Art. 32.** Onverminderd de beperkingen bedoeld in deze afdeling zijn de subsidiabele kosten de prospectiekosten in verband met de lancering van een nieuw product of een nieuwe dienst door de aanvrager op een buitenlandse markt en die betrekking hebben op de volgende vestigingsinitiatieven:

- 1° de bezetting, in het buitenland, van een incubator, een bedrijventrum, een business incubator of een gedeelde werkruimte die een onthaal- en ondersteuningsstructuur biedt ;
- 2° het openen en uitbaten van een individueel of collectief vertegenwoordigingskantoor in het buitenland.

**Art. 33.** Om in aanmerking te komen voor de in deze afdeling bedoelde toelagen moet de aanvrager aan de volgende specifieke voorwaarden voldoen:

- 1° zij heeft geen permanente structuur in het land of de landen waarop het project betrekking heeft, of heeft er gedurende de drie jaar voorafgaand aan de indiening van haar subsidieaanvraag geen gehad;
- 2° de som van haar eigen vermogen en haar schulden van meer dan één jaar groter is dan de geraamde begroting bedoeld in artikel 45, eerste lid 1, 5°, a).

**Art. 34.** De aanvrager kiest vrij het land, buiten de Europese unie, waarin hij een bureau voor handelsvertegenwoordiging wenst te openen.

Het geografische gebied dat door de vestiging wordt bestreken, kan een of meerdere landen omvatten.

**Art. 35.** Deze vestiging wordt minstens tijdens drieopeenvolgende maanden door de aanvrager bewoond en geëxploiteerd. Als de vestigingom een andere reden dan overmacht niet bezet en geëxploiteerd is tijdens de geplande periode, wordt de subsidie waarop deze afdeling betrekking heeft niet toegekend.

**Art. 36.** Wanneer de vestiging een vertegenwoordiging is, wordt deze door de aanvrager op eigen kosten, op individuele basis en onder eigen naam geëxploiteerd. Dit bureau staat onder zijn rechtstreeks toezicht en stelt minstens één persoon voltijds tewerk, die belast is met de handelsprospectie en het zoeken naar handelscontacten namens de aanvrager.

In afwijking van lid 1 komt de gemeenschappelijke exploitatie van een bureau voor handelsvertegenwoordiging in aanmerking eveneens voor een in deze afdeling bedoelde toelage indien ze minstens twee kmo's verenigt, die elk hun voornamelijk bedrijfszetel in het Waalse Gewest hebben en die afzonderlijke producten en/of diensten voorstellen. De bovenvermelde bedrijfszetels worden op afzonderlijke plaatsen gevestigd. Bovendien zijn de betrokken kmo's financieel onafhankelijk van elkaar.

Wanneer de aanvrager het vertegenwoordigingskantoor samen met andere entiteiten uitbaat, kunnen alleen de door de aanvrager gemaakte kosten subsidiabel zijn.

**Art. 37.** Ongeacht de door de aanvrager gekozen vestigingsformule mag geen activiteit inzake rechtstreekse commercialisatie door de aanvrager vanaf het bureau voor handelsvertegenwoordiging uitgeoefend worden.

Bijgevolg mag het bureau voor handelsvertegenwoordiging geen verkooppunt of eenheid voor de opslag of de productie van goederen of levering van diensten, behalve de handelsvertegenwoordiging, zijn.

**Art. 38.** De aanvrager houdt zich aan de plaatselijke wettelijke bepalingen inzake de opening en werking van een bureau voor handelsvertegenwoordiging.

**Art. 39.** De subsidiabele kosten met betrekking tot de initiatieven bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1°, zijn beperkt tot de volgende kosten:

- 1° reis- en verblijfkosten voorafgaand aan de bezetting van de vestigingsstructuur in het doelland;
- 2° behandeling van de afgevaardigde van de aanvrager en het plaatselijk aangeworven personeel ;
- 3° de opdrachtkosten binnen de door de vestiging gedekte zone, met inbegrip van de eventuele deelnamen aan professionele events;
- 4° reis- en verblijfkosten in verband met overleg tussen de onderneming van de aanvrager in België en haar vestiging in het doelland, beperkt tot maximaal twee retouren per jaar;
- 5° de huur van de in gebruik genomen werkruimte en de daaraan verbonden kosten voor verzekering en huur van de ter beschikking gestelde technische uitrusting;
- 6° de kosten van bijkomende diensten die door de logiesstructuur worden aangeboden.

**Art. 40.** De subsidiabele kosten met betrekking tot de initiatieven bedoeld in artikel 32, eerste lid, 2°, zijn beperkt tot de volgende kosten:

- 1° reis- en verblijfkosten voorafgaand aan de opening en uitbating van het vertegenwoordigingskantoor in het doelland;
- 2° de kosten van advies, bijstand of opleiding inzake juridische, boekhoudkundige of fiscale kwesties die van kracht zijn in het doelland, en die gemaakt zijn vóór de opening van het vertegenwoordigingskantoor;
- 3° behandeling van de afgevaardigde van de aanvrager en het plaatselijk aangeworven personeel ;
- 4° de opdrachtkosten binnen de door de vestiging gedekte zone, met inbegrip van de eventuele deelnamen aan professionele events;
- 5° de huur voor het vertegenwoordigingskantoor, exclusief waarborgsommen, borgsommen en sleutelgeld;
- 6° huurkosten, waaronder in het bijzonder kosten voor verlichting, verwarming, airconditioning en onderhoud;
- 7° de kosten voor het huren en aankopen van meubilair, uitrusting en kleine kantoorbenodigdheden;
- 8° reis- en verblijfkosten in verband met overleg tussen de onderneming van de aanvrager in België en haar vestiging in het doelland, beperkt tot maximaal twee retouren per jaar;
- 9° kosten voor het verkrijgen van een verblijfs- of werkvergunning in het doelland.

#### *Afdeling 4. — Specifieke voorwaarden voor het communicatiemedium voor certificering*

**Art. 41.** Aan de aanvrager kan een subsidie van maximum 15.000 euro worden toegekend ter dekking van een deel van de in deze afdeling bedoelde subsidiabele kosten die worden gemaakt gedurende een periode van twaalf maanden vanaf de datum van de in artikel 50 bedoelde kennisgeving.

De aanvrager van de subsidie bedoeld in deze afdeling, is een onderneming met een hoog potentieel voor internationalisering.

**Art. 42.** De subsidie bedoeld in deze afdeling, dekt 50% van de subsidiabele kosten.

**Art. 43.** Subsidiabele kosten zijn alle kosten die verband houden met de certificering van een product van een aanvrager met het oog op de lancering ervan op een nieuwe buitenlandse markt.

#### HOOFDSTUK 4. — *Toekenningsprocedure*

##### *Afdeling 1.* — Indiening van de aanvraag

**Art. 44.** De aanvrager dient zijn subsidieaanvraag in aan de hand van het elektronisch formulier dat op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld.

De aanvrager bevestigt uitdrukkelijk dat hij Verordening (UE) nr. 1407/2013 van 18 december 2013 en dit besluit naleeft. Deze bevestiging belemmert de verificatie van die naleving door het Agentschap niet.

Bovendien verbindt de aanvrager er zich in dit formulier toe om de in artikel 55 bedoelde documenten, tijdens een periode van tien jaar te behouden te rekenen van de datum van storting van de subsidie door het Agentschap, behoudens verlenging van de termijn overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake verjaring.

**Art. 45.** De aanvrager voegt bij de aanvraag tot erkenning :

- 1° een beschrijving van zijn internationale project en zijn implementatieplan;
- 2° de vordering tot betaling van het voorschot bedoeld in artikel 52, onder voorbehoud van de opschortende voorwaarde van de beslissing tot toekenning;
- 3° voor aanvragen met betrekking tot de subsidie bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 1:
  - a) een beschrijving van het communicatie-initiatief, waaronder ten minste een presentatie van de communicatiecampagne van de onderneming, de lijst van landen waarop deze campagne is gericht en de te gebruiken communicatiemediën;
  - b) en, wanneer de aanvrager een onderneming is die actief is in de toeristische privé-sector, wordt bij zijn aanvraag gevoegd, het/de gunstige advies/adviezen van, volgens het geval, "Wallonie-Belgique Tourisme", van het Commissariaat-generaal voor Toerisme van het Waalse Gewest of van het Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft;
- 4° voor de aanvragen met betrekking tot de subsidie bedoeld in hoofdstuk 4, afdeling 2, een beschrijving van het prospectie-initiatief met minstens een lijst van de salons, beurzen, tentoonstellingen, seminaries, conferenties en andere evenementen waaraan het bedrijf zal deelnemen in de twaalf maanden vanaf de datum van indiening van de subsidieaanvraag, met vermelding of het om een fysiek, virtueel of hybride evenement gaat en met een lijst van de geprospecteerde landen;
- 5° voor aanvragen met betrekking tot de subsidie bedoeld in hoofdstuk 4, afdeling 3, een beschrijving van het vestigingsinitiatief dat minstens omvat:
  - a) een voorlopige begroting voor het vestigingsinitiatief, met vermelding van een geraamd bedrag voor elke categorie subsidiabele kosten;
  - b) een afschrift van het huurcontract voor de gebruikte ruimte;
  - c) een afschrift van de arbeidsovereenkomst van de kantoorhouder of ondernemingsafgevaardigde die ter plaatse wordt gestuurd;
- 6° voor aanvragen met betrekking tot de subsidie bedoeld in hoofdstuk 4, afdeling 4, een beschrijving van het vestigingsinitiatief dat minstens omvat:
  - a) een beschrijving van de producten of diensten waarop de certificering betrekking heeft ;
  - b) de lijst van landen die in aanmerking komen voor certificering ;
  - c) een voorlopige begroting voor het certificeringsinitiatief, met vermelding van een geraamd bedrag voor elke categorie subsidiabele kosten;
- 7° de laatste balansen en winst- en verliesrekeningen als deze niet officieel gepubliceerd zijn;
- 8° elk ander document dat hij nuttig acht om zijn aanvraag te ondersteunen.

**Art. 46.** De aanvraag wordt als geldig ingediend beschouwd wanneer de aanvrager een ontvangstbevestiging ontvangt van zijn elektronische aanvraagformulier, dat een dossiernummer bevat.

##### *Afdeling 2.* — Onderzoek van aanvragen en beslissing tot toekenning

**Art. 47.** Het Agentschap onderzoekt elke geldig ingediende aanvraag en kan de aanvrager erom verzoeken hem elke aanvullende informatie die het nuttig acht te verstrekken.

Het Agentschap weigert elke aanvraag die de toekenningsvoorwaarden niet naleeft. In de andere gevallen behandelt het Agentschap de aanvraag.

**Art. 48.** Aan het einde van de behandeling stelt het Agentschap langs elektronische weg een beslissingsvoorstel aan de Minister voor.

De Minister aanvaardt of verwierpt de aanvraag.

De Minister kan de in lid 2 bedoelde bevoegdheid delegeren aan de directeur van het Agentschap.

**Art. 49.** Binnen de grenzen van de daartoe in de begroting van het Agentschap vastgelegde kredieten neemt de Minister de beslissing tot toekenning van de subsidie, waarin het aan de aanvrager toegekende maximumbedrag en de voorwaarden voor toekenning van de subsidie worden vastgesteld.

De Minister kan de in lid 1 bedoelde bevoegdheid delegeren aan de administrateur-generaal van het Agentschap.

**Art. 50.** Het Agentschap geeft gevolg aan het in artikel 49 bedoelde besluit en stelt de aanvrager daarvan langs elektronische weg in kennis.

**Art. 51.** Na kennisgeving door het Agentschap van de beslissing bedoeld in artikel 49 legt de aanvrager elk verzoek tot wijziging van het gesubsidieerde initiatief, van zijn begroting of de voor de uitvoering ervan gekozen dienstverleners en leveranciers onverwijld ter goedkeuring aan het Agentschap voor. Aanvragen moeten elektronisch worden ingediend, in overeenstemming met de procedures die door het Agentschap zijn vastgesteld op zijn website zijn gepubliceerd.

Het verzoek tot wijziging moet gebaseerd zijn op feitelijke of juridische elementen die het noodzakelijk maken om het gesubsidieerde initiatief aan te passen.

De wijziging mag niet leiden tot overschrijding van het maximumbedrag dat op grond van artikel 49 wordt toegekend.

#### *Afdeling 3. — Storting van de toelage en vervaltermijnen*

**Art. 52.** Na kennisgeving van de beslissing tot toekenning betaalt het Agentschap een voorschot gelijk aan vijftig procent van het maximale subsidiebedrag dat aan de aanvrager is toegekend op basis van de schuldvordering van de aanvrager.

**Art. 53.** De gesubsidieerde initiatieven moeten uiterlijk een jaar na de datum van de in artikel 50 bedoelde kennisgeving volledig zijn uitgevoerd.

**Art. 54.** Zodra de gesubsidieerde initiatieven volledig ten uitvoer zijn gelegd, en uiterlijk drie maanden na afloop van de in artikel 53 bedoelde periode van één jaar, zendt de aanvrager het Agentschap een elektronisch bericht, volgens de door het Agentschap vastgestelde en op zijn website gepubliceerde procedures :

- 1° de lijst van de toelaatbare kosten ;
- 2° een vordering tot betaling van het saldo van de subsidie, opgesteld op basis van het model dat beschikbaar is op de website van het Agentschap.

Bovendien zendt de aanvrager het Agentschap binnen de in lid 1 bedoelde termijn:

- 1° voor aanvragen met betrekking tot de subsidie bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 1:
  - a) een verslag over de resultaten van de gesubsidieerde communicatiecampagne ;
  - b) een digitale kopie van de gebruikte communicatiemiddelen;
- 2° voor initiatieven met betrekking tot de subsidie bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 2:
  - a) een commercieel verslag over de resultaten van de uitgevoerde prospectie-initiatieven en waarin de verwachte impact van de subsidie op de exportomzet en het aantal VTE's van de aanvrager wordt becijferd;
  - b) een lijst van salons, tentoonstellingen, beurzen, seminars, conferenties en andere evenementen waaraan hij heeft deelgenomen, met vermelding van de naam en de datum van het evenement;
  - c) het bewijs dat zijn deelname aan salons, handelsbeurzen, seminars, conferenties en andere evenementen voldoet aan de voorwaarden van artikel 26 ;
- 3° voor initiatieven met betrekking tot de subsidie bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 3:
  - a) een commercieel verslag over de resultaten van de uitgevoerde vestigingsinitiatieven en waarin de verwachte impact van de subsidie op de exportomzet en het aantal VTE's van de aanvrager wordt becijferd;
  - b) gedetailleerde facturen met betrekking tot het gesubsidieerde initiatief die zijn opgesteld op naam van de aanvrager en zijn opgenomen in de boekhouding van de aanvrager, samen met bankafschriften of creditcardafschriften waaruit blijkt dat de aanvrager deze facturen heeft betaald;
- 4° voor initiatieven met betrekking tot de subsidie bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 4:
  - a) een kopie van het conformiteitscertificaat voor het betrokken product of de betrokken dienst van het gesubsidieerde certificeringsinitiatief ;
  - b) gedetailleerde facturen met betrekking tot het gesubsidieerde initiatief die zijn opgesteld op naam van de aanvrager en zijn opgenomen in de boekhouding van de aanvrager, samen met bankafschriften of creditcardafschriften waaruit blijkt dat de aanvrager deze facturen heeft betaald.

Het Agentschap betaalt de aanvrager het saldo van de subsidie na ontvangst van de documenten, vermeld in het eerste lid, 1° tot en met 2°, en, naargelang de initiatieven waarop de subsidie betrekking heeft, in het tweede lid, 1° tot en met 4°, op basis van de schuldvordering van de aanvrager, vermeld in het eerste lid, 2°. Het bedrag van het saldo van de subsidie wordt berekend op basis van de afrekening van de gemaakte subsidiabele kosten, vermeld in paragraaf 1, 1°, na aftrek van het voorschot dat reeds aan de aanvrager werd betaald krachtens artikel 52.

#### *HOOFDSTUK 5. — Controle en terugbetaling van de subsidie*

**Art. 55.** Het Agentschap kan op elk ogenblik, en binnen een termijn van maximaal tien jaar te rekenen vanaf de datum van betaling van de subsidie door het Agentschap, de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie of de in artikel 54 bedoelde documenten controleren en de aanvrager verzoeken deze binnen een maand langs elektronische weg toe te zenden volgens de door het Agentschap vastgestelde en op zijn website gepubliceerde procedures :

- 1° de gedetailleerde facturen betreffende het gesubsidieerde initiatief die op naam van de aanvrager zijn opgesteld en in zijn boekhouding zijn opgenomen;
- 2° de rekeninguittreksels of afrekeningen van de kredietkaarten van de aanvrager waarin de identiteit van de aanvrager als opdrachtgever duidelijk wordt vermeld;
- 3° elk ander document waarom verzocht wordt door het Agentschap.

Met betrekking tot het eerste lid, 2°, zijn betalingen in contanten of door middel van compensatie van goederen of diensten niet toegestaan. De in het eerste lid, 2°, bedoelde rekeninguittreksels of afrekeningen van de kredietkaarten vormen het enige door het Agentschap aanvaarde betalingsbewijs.

Na onderzoek van de volledige bewijsstukken richt het Agentschap een elektronische kennisgeving aan de aanvrager om hem mede te delen of hij al dan niet bewijskrachtige documenten heeft verstrekt en of alle in dit besluit bedoelde voorwaarden voor de toekenning van de toelage zijn nageleefd.

Indien de aanvrager het verzoek van het Agentschap niet beantwoord heeft, wordt hem een herinnering per zending gericht. Als de aanvrager niet reageert op deze herinnering, wordt een maand na de eerste herinnering een tweede herinnering per e-mail verstuurd.

**Art. 56.** Bovendien betaalt de aanvrager het deel van de toelage dat het door de aanvaarde bewijsstukken gestaafde maximumbedrag overschrijdt, aan het Agentschap terug.

Bovendien moet de aanvrager het Agentschap het volledige bedrag van de ontvangen subsidie terugbetalen als de aanvrager :

- 1° zich bevindt in één van de situaties bedoeld in artikel 61, § 1, 5°, a) tot c), van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse overheidsbestuurseenheden
- 2° geen gevolg heeft gegeven aan de twee herinneringen, vermeld in artikel 55, vierde lid;
- 3° het in artikel 54 bedoelde actieplan niet binnen de voorgeschreven termijn ter goedkeuring voorlegt;
- 4° zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest niet voortzet gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van betaling van de toelage;
- 5° de toelage heeft ontvangen of behouden en wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt onverminderd een eventuele strafrechtelijke vervolging.

Het Agentschap richt een aangetekende brief met de terugbetalingsmodaliteiten aan de aanvrager. Bij gebrek aan betaling stelt het Agentschap een rechtsoverdracht in.

**Art. 57.** De aanvrager die zich minstens in één van situaties bevindt bedoeld in artikel 56, wordt elke nieuwe toelage van het Agentschap ontnomen en van elke gemeenschappelijke actie van het Agentschap uitgesloten zolang hij de betrokken toelage niet terugbetaalt.

Bovendien kan het Agentschap beslissen dat de aanvrager tijdens drie jaar vanaf de datum van terugbetaling van de betrokken toelage of voorschot aan het Agentschap geen toelagen zal kunnen aanvragen wanneer:

- 1° de terugbetaling van de subsidie gebaseerd is op artikel 56, tweede lid, 5°, of
- 2° de aanvrager reeds het voorwerp is geweest van ten minste één eerdere terugbetalingsprocedure, met betrekking tot een andere subsidieaanvraag, op basis van één van de hypothesen, vermeld in artikel 56, tweede lid, 1° tot 4°.

#### HOOFDSTUK 6. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 58.** Het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 wordt opgeheven.

**Art. 59.** De bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 blijven van toepassing op de aanvragen die worden ingediend en de beslissingen die worden genomen in toepassing daarvan.

**Art. 60.** De Minister van Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 2023

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

#### Bijlage

#### Lijst van subsidieplafonds voor steun voor vestiging buiten de Europese Unie

##### HOOFDSTUK 1. — *Forfaitaire bedragen voor individuele en gemeenschappelijke bureaus voor handelsvertegenwoordiging buiten de EU*

Geografisch gebied	Subsidieplafond voor een bewoningsperiode van 12 maanden (het plafond wordt verlaagd in verhouding tot de werkelijke lengte van de bewoningsperiode als deze korter is dan 12 maanden)
EUROPA BUITEN DE EU (1)	50000 €
SCANDINAVISCH LANDEN BUITEN DE EU EN ZWITSERLAND	60000 €
CENTRAAL-EUROPESE LANDEN BUITEN DE EU	55000 €
CENTRAAL-EUROPESE LANDEN BUITEN DE EU	65000 €
NOORD-AFRIKA	30000 €
SUB-SAHARISCH AFRIKA	40000 €
NOORD-AMERIKA (exclusief Mexico)	60000 €
CENTRAAL EN ZUID-AMERIKA (inclusief Mexico)	45000 €
NABIJE OOSTEN	50000 €
MIDDEN-OOSTEN (ARABISCH-PERZISCHE GOLF)	65000 €



Geografisch gebied	Subsidieplafond voor een bewoningsperiode van 12 maanden (het plafond wordt verlaagd in verhouding tot de werkelijke lengte van de bewoningsperiode als deze korter is dan 12 maanden)
ASEAN	60000 €
AZIË (2)	65000 €
CHINA	80000 €
OCEANIË	70000 €

(1) met uitzondering van de Scandinavische landen die geen lid zijn van de EU, Oost-Europa en Zwitserland die geen lid zijn van de EU

(2) buiten ASEAN en China

HOOFDSTUK 2. — *Plafonds voor incubatoren, een bedrijventra, business incubators of een gedeelde werkruimte die een onthaal- en ondersteuningsstructuur biedt*

Geografisch gebied	Driemaandelijks subsidieplafond (eerste 3 opeenvolgende maanden)	Maandelijks subsidieplafond na de eerste 3 maanden
EUROPA BUITEN DE EU (1)	10000 €	3350 €
SCANDINAVISCHE LANDE BUITEN DE EU EN ZWITSERLAND	12000 €	4000 €
CENTRAAL-EUROPESE LANDE BUITEN DE EU	11000 €	3725 €
CENTRAAL-EUROPESE LANDE BUITEN DE EU	13000 €	4350 €
NOORD-AFRIKA	6000 €	2000 €
SUB-SAHARISCH AFRIKA	8000 €	2275 €
NOORD-AMERIKA (exclusief Mexico)	12000 €	4000 €
CENTRAAL EN ZUID-AMERIKA (inclusief Mexico)	9000 €	3000 €
NABIJE OOSTEN	10000 €	3350 €
MIDDEN-OOSTEN (ARABISCH-PERZISCHE GOLF)	13000 €	4350 €
ASEAN	12000 €	4000 €
AZIË (2)	13000 €	4350 €
CHINA	16000 €	5350 €
OCEANIË	14000 €	4725 €

(1) met uitzondering van de Scandinavische landen die geen lid zijn van de EU, Oost-Europa en Zwitserland die geen lid zijn van de EU

(2) buiten ASEAN en China

HOOFDSTUK 3. — *Indeling van de landen naar geografisch gebied voor de toepassing van de forfaitaire bedragen voor de bureaus voor handelsvertegenwoordiging buiten de EU*

GEBIEDEN	Land
Europa buiten de EU	Turkije, Verenigd Koninkrijk
Scandinavische landen buiten de eu en zwitserland	Denemarken, Finland, IJsland, Noorwegen, Zweden, Zwitserland
Centraal-Europese landen buiten de EU	Albanië, Bosnië en Herzegovina, Kosovo, Noord-Macedonië, Montenegro, Servië
Centraal-Europese landen buiten de EU	Wit-Rusland, Moldavië, Rusland, Oekraïne
Noord-Afrika	Algerije, Egypte, Libië, Marokko, Tunesië, Westelijke Sahara

GEBIEDEN	Land
<b>sub-Saharisch Afrika</b>	Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Kameroen, Kaapverdië, Centraal-Afrikaanse Republiek, Comoren, Congo (Brazzaville), Congo (DRC), Ivoorkust, Djibouti, Eritrea, Equatoriaal-Guinea, Ethiopië, Gabon, Gambia, Ghana, Guinee, Guinee-Bissau, Kenia, Lesotho, Liberia, Madagaskar, Malawi, Zuid-Afrika, Mali, Mauritius, Mauritanië, Mozambique, Namibië, Niger, Nigeria, Oeganda, Rwanda, Sao Tomé en Príncipe, Senegal, Seychellen, Sierra Leone, Somalië, Sudan, Zuid-Sudan, Swaziland, Tanzania, Tsjaad, Togo, Zambia, Zimbabwe.
<b>Noord-Amerika</b>	Canada, Verenigde Staten, Mexico
<b>Midden- en Zuid-Amerika</b>	Antigua en Barbuda, Bahama's, Barbados, Belize, Canada, Costa Rica, Cuba, Dominica, Grenada, Guatemala, Haïti, Honduras, Jamaica, Verenigde Staten, Mexico, Nicaragua, Panama, Puerto Rico, Dominicaanse Republiek, Saint Kitts en Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent en de Grenadines, El Salvador, Trinidad en Tobago, Argentinië, Bolivia, Brazilië, Chili, Colombia, Ecuador, Guyana, Paraguay, Peru, Suriname, Uruguay, Venezuela
<b>Nabije Oosten</b>	Israël, Jordanië, Libanon, Syrië, Palestijnse gebieden
<b>Midden-Oosten</b>	Armenië, Azerbeidzjan, Bahrein, Georgië, Saoedi-Arabië, Verenigde Arabische Emiraten, Irak, Iran, Koeweit, Oman, Qatar, Jemen
<b>Asean</b>	Brunei, Cambodja, Indonesië, Laos, Maleisië, Myanmar/Birma, Filippijnen, Singapore, Thailand, Vietnam
<b>Azië</b>	Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, India, Japan, Kazachstan, Kirgizië, Malediven, Mongolië, Myanmar/Birma, Noord-Korea, Pakistan, Zuid-Korea, Sri Lanka, Tadzjikistan, Taiwan, Oost-Timor, Turkmenistan, Oezbekistan.
<b>Oceanië</b>	Australië, Cookeilanden, Federale Staten van Micronesië, Fiji, Hawaï, Marshalleilanden, Kiribati, Nauru, Niue, Nieuw-Caledonië, Nieuw Zeeland, Palau, Papoea-Nieuw-Guinea, Frans-Polynesië, Salomonseilanden, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2023 betreffende steun aan de landbouw

Namen, 14 december 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,

Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/002435]

**20 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 37, § 1er, modifié en dernier lieu par le décret du 5 mai 2022, et 38, § 1er, modifié en dernier lieu par le décret du 31 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu le rapport du 15 novembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;